



TABLE DES MATIÈRES

I.	INDICATEURS DU MANDAT DE PRESTATIONS.....	3
1.1.	Action sociale – politique C03	3
1.2.	Aide aux migrants – politique C05.....	3
II.	ACTION SOCIALE	4
2.1.	Aide Sociale.....	4
2.2.	Caractéristiques sociodémographiques	8
2.3.	Entrées et sorties de l'aide sociale	12
2.4.	Dossiers clos et motifs de sortie.....	13
2.5.	Durée d'aide des dossiers actifs	15
2.6.	Service de réinsertion professionnelle (SRP).....	16
2.7.	Mesures et activités de réinsertion	18
2.8.	Point Jeunes	19
2.9.	Logement – Action sociale	20
III.	AIDE AUX MIGRANTS	21
3.1	Tableau récapitulatif	21
3.2	Caractéristiques sociodémographiques des migrants	22
3.3	Dispositif d'hébergement	25
3.4	Accompagnement social et intégration	27
IV.	ACTIVITES SENIORS	28
4.1	Maison de vacances pour seniors	28
4.2	Centre d'animation pour retraités (CAD).....	28
V.	SERVICE DES ENQUÊTES	29
VI.	SERVICE JURIDIQUE.....	30
VII.	FINANCES ET EXPLOITATION.....	31
7.1	Gestion des fonds affectés, dons, legs et successions.....	31
7.2	Service du recouvrement.....	32
7.3	Service Exploitation et Achats	33
7.4	Côûts moyens des prestations	34
VIII.	RESSOURCES HUMAINES	35
8.1	Evolution des postes fixes et auxiliaires.....	35
8.2	Informations générales – collaborateurs	36
IX.	PARC IMMOBILIER	37
X.	ANNEXE : DONNEES RELATIVES AU MARCHE DU TRAVAIL.....	38

I. INDICATEURS DU MANDAT DE PRESTATIONS

1.1. Action sociale – politique C03

	Réalisé		Valeurs cible		FLAG
	2015	2016	2016	2017 fin Mandat	
Durée moyenne de prise en charge (dossiers clos)	28 MOIS	30 MOIS	22 MOIS	20 MOIS	↗
Nbre de sorties (moyenne mensuelle en dossiers - décalage 6 mois)	289	293	300	330	↗
Proportion des personnes qui perçoivent un revenu du travail (Base : Nb dossiers financiers)	14.9%	14.9 %	16%	18%	→
Motif de sorties : proportions des sorties pour motif d'acquisition de revenu	40%	39%	36%	40%	↘
Proportion des dossiers réouverts après sortie durant 6 mois au moins (Taux de retour sur 5 ans)	30%	29%	30%	28%	↘
Proportion de bénéficiaires âgés de 18 à 25 ans non-révolus (<i>dossiers LIASI au 31.12</i>)	11%	11%	11%	13%	→
Coût annuel de l'accompagnement socio-administratif d'un dossier (= charges salariales de la fonction / dossiers tous)	4'161 CHF	3'929 CHF	4'500 CHF	4'500 CHF	↘

1.2. Aide aux migrants – politique C05

	Réalisé		Valeurs cible		FLAG
	2015	2016	2016	2017 fin Mandat	
Durée moyenne d'hébergement des ayants droit (Permis N & F, Aide d'urgence, Réfugiés statutaires)	3 ANS ET 6 MOIS	3 ans et 7 mois	4 ans et 4 mois	4 ans et 2 mois	↗
Nombre de sorties (moyenne mensuelle en personnes)	111	134	110	115	↗
Proportion des migrants indépendants ou partiellement assistés (base : moyenne annuelle)	19%	14%	22%	25%	↘
Taux d'occupation du dispositif d'hébergement collectif	97%	85%	95%	95%	↘
Taux d'occupation du dispositif d'hébergement individuel	100%	98%	99%	99%	↘
Coût annuel de l'accompagnement socio-administratif d'un dossier (= charges salariales de la fonction / dossiers tous)	6'919 CHF	6'850 CHF	8'200 CHF	8'000 CHF	↘

II. ACTION SOCIALE

2.1. Aide Sociale

Cinq ans de LIASI

Contexte légal 2012-2016

En 2012, entrée en vigueur de deux changements législatifs relatifs à l'aide sociale, dans le canton :

LIASI, entrée en vigueur le 1^{er} février 2012 ; interruption de l'octroi de nouvelles prestations au barème du RMCAS (plus d'entrées à l'aide sociale pour ce type de prestation, régime transitoire pour les personnes déjà enregistrées jusqu'en 2014).

« Loi modifiant la loi sur les prestations cantonales complémentaires (LPCC - 'PC familles') », entrée en vigueur au 1^{er} novembre 2012.

Définitions : statistiques de gestion / statistique annuelle

Les **statistiques de gestion** indiquent chaque mois le nombre de dossiers avec prestation financière.

La **statistique annuelle** de l'aide sociale concerne tous les dossiers et bénéficiaires ayant touché au moins une prestation financière au cours de l'année, quelle que soit la durée d'aide. Cette statistique présente un **volume d'activité sur l'année**, conformément aux définitions de l'Office fédéral de la statistique (OFS) dans le cadre de la **Statistique suisse de l'aide sociale**.

Par définition, les données mensuelles de gestion et la statistique annuelle de l'aide sociale ne sont pas strictement comparables à cause de la temporalité différente des relevés.

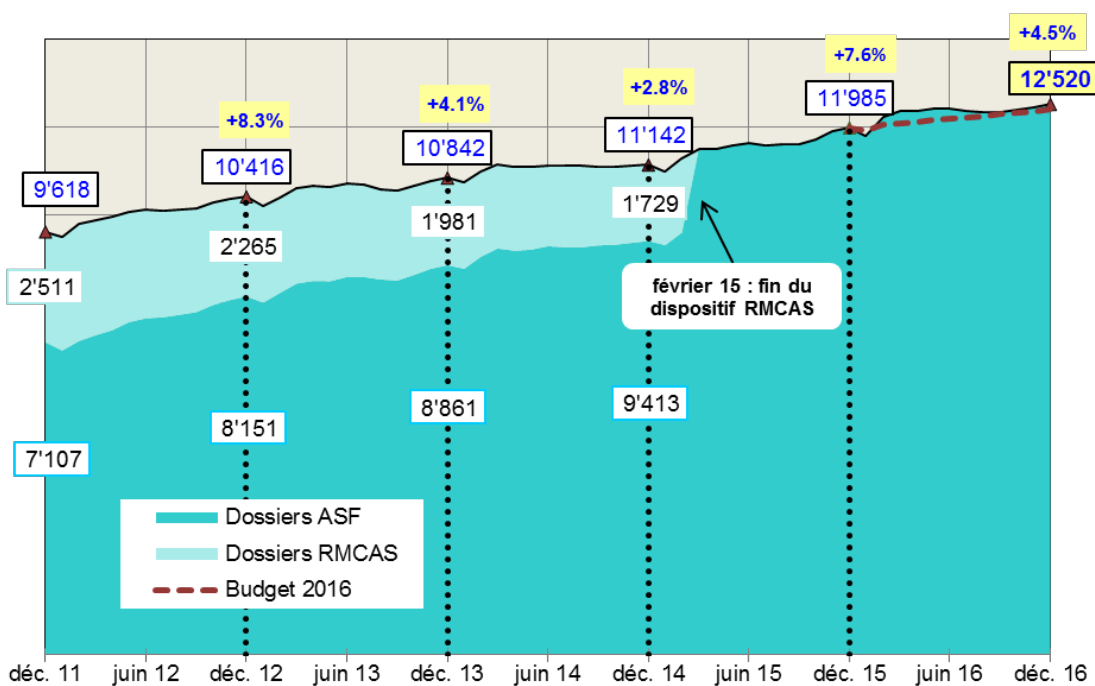
Tableaux récapitulatifs

T - 1 Evolution du nombre de dossiers financiers, situations en fin d'année, 2012 - 2016

Nombre de dossiers et de bénéficiaires, avec prestations financières, actifs au 31.12 de chaque année

	2012	2013	2014	2015	2016	Variation 2012-2016
Nombre de dossiers	10'416	10'842	11'142	11'985	12'520	+ 20%
<i>variation annuelle</i>		4%	3%	8%	4%	
Nombre de bénéficiaires	17'753	17'892	18'270	19'486	20'425	+ 15%
<i>variation annuelle</i>		1%	2%	7%	5%	

Evolution des dossiers financiers de l'Action sociale



T - 2 Evolution 2012-2016 du nombre de dossiers et de bénéficiaires, en volume d'activité annuelle

Nombre de dossiers ayant reçu au moins une prestation financière pendant l'année, quelle que soit la durée d'aide, y compris des dossiers clos (selon la définition de la statistique OFS)

	2012	2013	2014	2015	2016	Variation 2012-2016
Statistique annuelle 'en volume' de dossiers traités <i>variation annuelle</i>	13'768	14'483 5%	14'889 3%	15'653 5%	16'419 5%	+ 19%
Nombre de <u>bénéficiaires</u> en volume <i>variation annuelle</i>	23'623	24'089 2%	24'288 1%	25'311 4%	26'435 4%	+ 12%
Nombre de personnes par dossier	1.72	1.66	1.63	1.62	1.61	
Taux d'aide sociale OFS ¹	5.3	5.4	5.4	5.5	5.6 <i>estimé</i>	L'OFS publiera ce taux fin 2017

Nouveaux dossiers

Nombre de nouveaux dossiers <i>variation annuelle</i>	3'851	3'697 -4%	3'666 -1%	4'076 +11%	4'198 +3%	+ 9%
<i>Moyenne mensuelle</i>	321	308	306	340	350	
Taux de retour après 5 ans	28%	27%	30%	30%	29%	
Durée d'indépendance, en mois	23	21	21	21	22	

Dossiers clos ²

Nombre de dossiers clos <i>variation annuelle</i>	3'156	3'254 3%	3'340 3%	3'430 3%	3'517 3%	+ 11%
<i>Moyenne mensuelle</i>	263	271	278	286	293	
Durées d'aide / médiane	10 mois	13 mois	13 mois	16 mois	15 mois	
Durées d'aide / moyenne	22 mois	24 mois	24 mois	28 mois	30 mois	
part de dossiers clos dans les 3 mois	25%	22%	22%	18%	19%	
part de dossiers clos dans les 11 mois	55%	47%	46%	42%	44%	
Sorties pour motif "amélioration économique, emploi"	40%	38%	41%	40%	39%	

Répartition selon la classe d'âges

Part de titulaires de dossier âgés de 18 à 25 ans	14%	14%	14%	14%	15%
Part de titulaires de dossier âgés de 50 ans ou plus	25%	26%	28%	29%	29%
Part de titulaires qui perçoivent un revenu du travail	17.5%	15.6%	15.4%	14.9%	14.9%

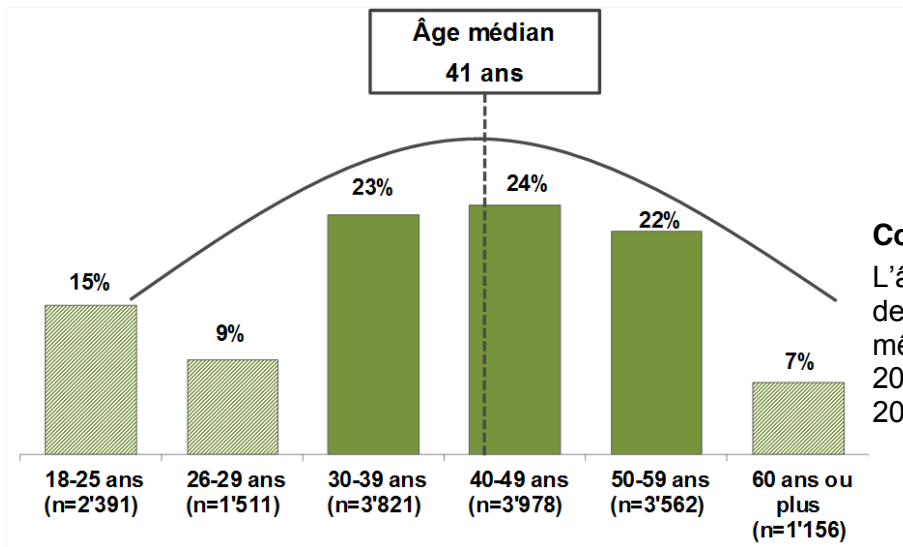
¹ Rapport entre le [nombre total de bénéficiaires + les «personnes admises provisoirement depuis plus de 7 ans»] et la [population résidente selon la définition OFS (STATPOP de l'année d'avant)].

La population du canton de Genève en 2015, qui servira de base au calcul du taux d'aide sociale 2016, connaît une croissance importante. Ce taux sera publié par l'OFS fin 2017.

² Dans la période «transitoire» du RMCAS (2012-2014), seuls les dossiers réellement clos (sortis du dispositif HG) sont comptés; les dossiers du « RMCAS transitoire » transférés à l'Aide sociale au sens strict ne sont pas considérés comme clos.

2.2. Caractéristiques sociodémographiques

G - 1 Répartition selon l'âge des titulaires de dossiers LIASI, 2016

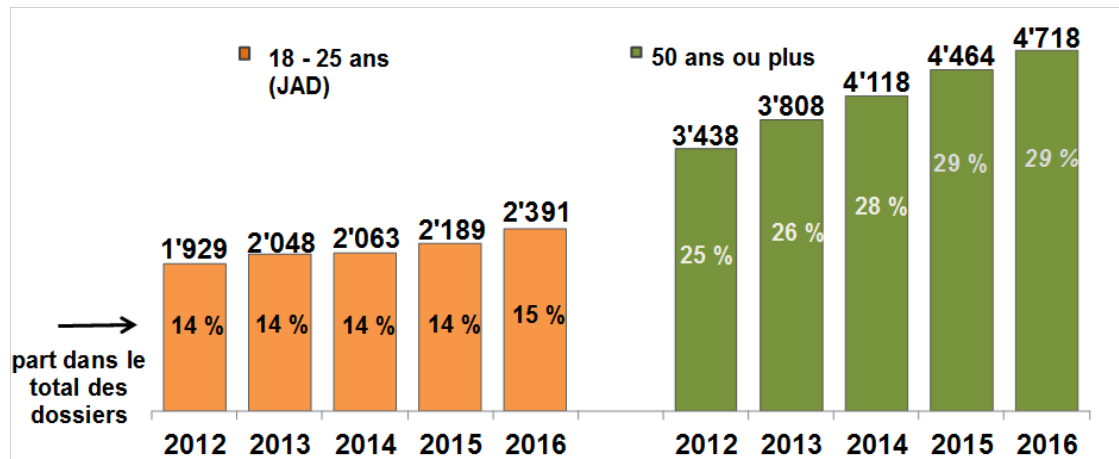


Commentaire

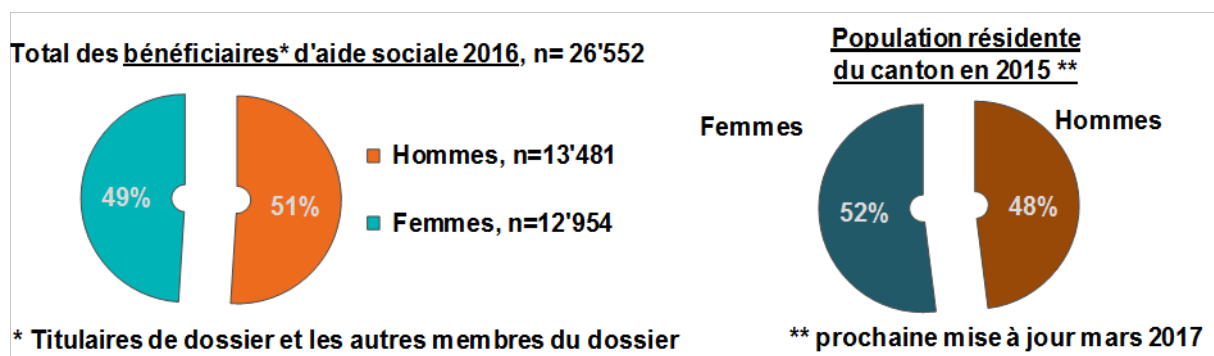
L'âge moyen et l'âge médian des titulaires de dossier est le même chaque année (2012-2016) ; il passe de 40 ans en 2012 à 41 ans en 2016.

G - 1 bis Evolution du nombre de dossiers dont le titulaire est « Jeune adulte » ou âgé de « 50 ans ou plus », 2012 - 2016

Comme pour l'ensemble des dossiers, le nombre de dossiers de titulaires âgés de '18 à 25 ans' (Jeunes adultes, JAD) augmente chaque année (voir tableau récapitulatif) ; cependant leur part reste stable (autour de 14%) tandis que la part des dossiers de titulaires âgés de '50 ans ou plus' augmente, reflet de la démographie vieillissante et d'une insertion professionnelle qui devient un défi dès la quarantaine pour les personnes à l'aide sociale en recherche d'emploi.



G - 2 Répartition du total des bénéficiaires selon le sexe et comparaison avec la répartition dans le canton, 2016



G - 3 Répartition selon le Type de ménage, 2016

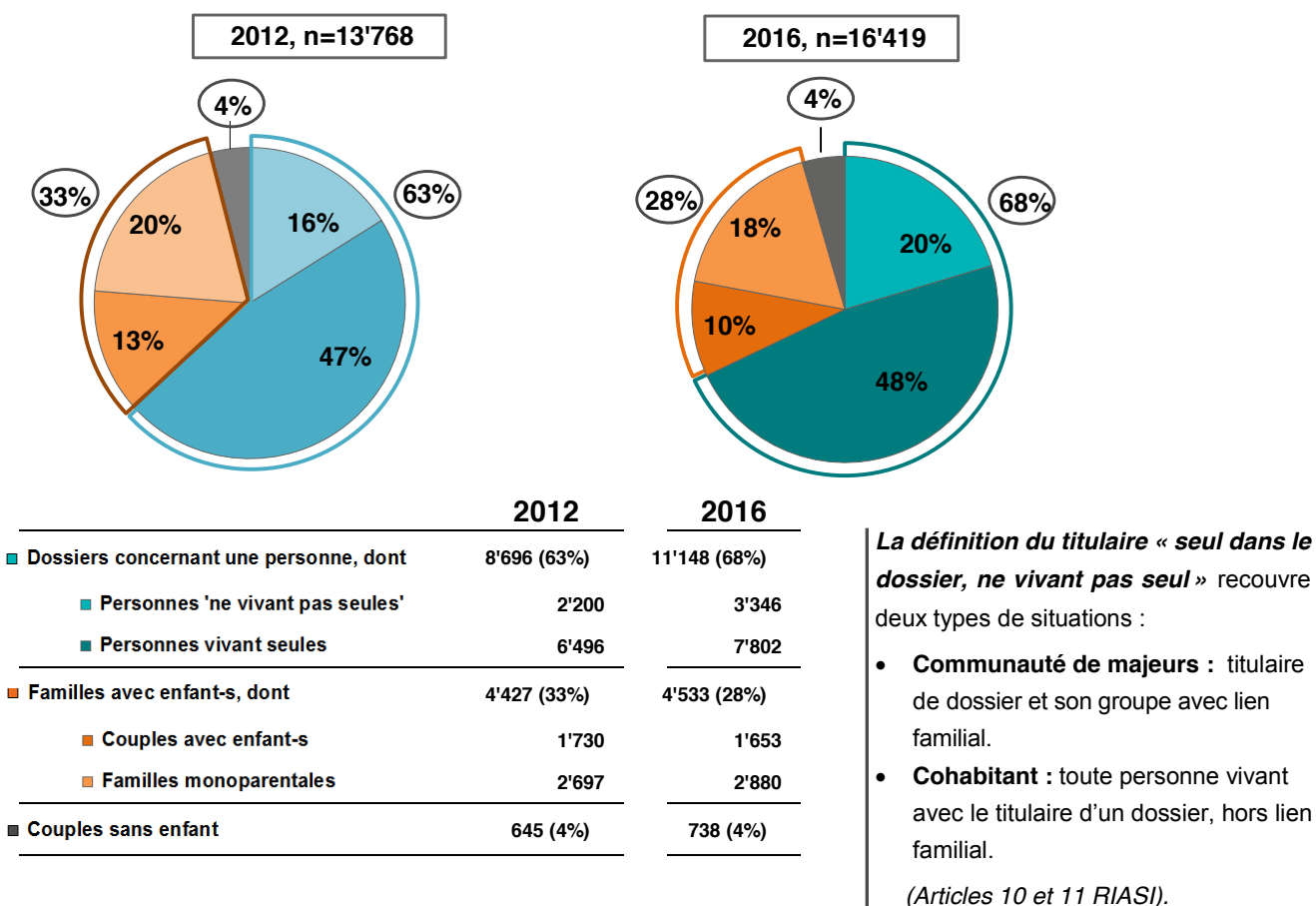
Plus de deux tiers des dossiers sont constitués d'une seule personne (68%), une part en augmentation sur la période 2012-2016 et qui s'observe également sur l'ensemble des dossiers d'aide sociale en Suisse, reflet d'une société où les ménages d'une personne augmente. Ce phénomène est amplifié à Genève par l'introduction de la loi 'PC familles'¹, en soutien aux familles « *working poor* » ; entre 2012 et 2016, la part des familles avec enfant-s a diminué (de 33% à 28% du total des dossiers).

La monoparentalité reste un facteur de risque pour l'aide sociale. Bien que leur part soit en légère baisse (18% des dossiers en 2016), le nombre de ces dossiers est en progression : 2'697 en 2012 ; 2'880 en 2016. Ils restent surreprésentées par rapport à leur part dans les ménages du canton, qui est de 10%.

Ceci n'est pas le cas pour les couples avec enfant-s qui constituent 10% des dossiers d'aide sociale mais 28% des ménages du canton.

Observations

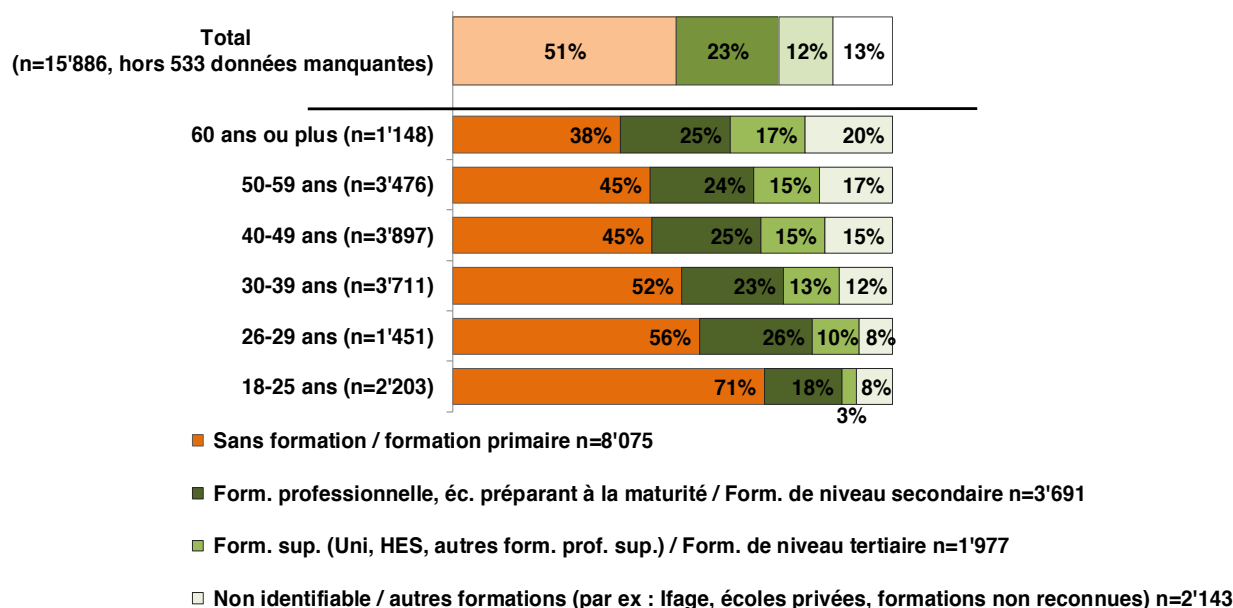
- La part des dossiers dont le titulaire est « seul mais ne vit pas seul » augmente de façon plus importante (de 16% en 2012 à plus de 20% en 2016) que celle des titulaires « seuls, vivant seuls », dont la part est relativement stable entre 2012 et 2016.
- 38% des titulaires de dossier « seuls mais qui ne vivent pas seuls » sont des Jeunes adultes (18-25 ans) ; parmi eux 78% vivent chez leur-s parent-s.
- 92% des titulaires de ménages monoparentaux sont des femmes.
- 64% des titulaires de dossiers « seuls, vivant seuls » sont des hommes.
- 50 % des titulaires de dossiers « seuls, vivant seuls » sont âgés de 45 ans ou plus.



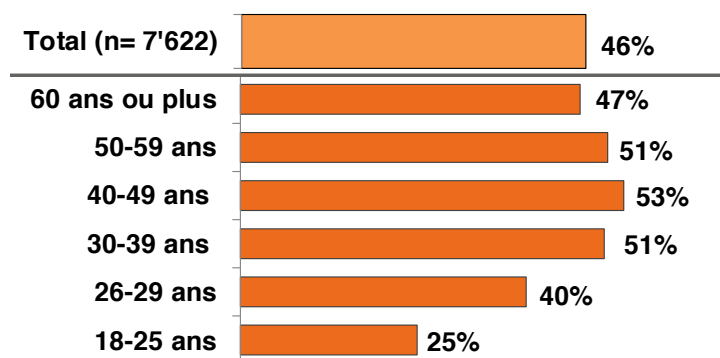
¹ Voir page 4 « contexte légal ». Depuis 2012, année de l'entrée en vigueur de la LIASI, la prise en compte des dossiers du «RMCAS transitoire», ainsi que la prise en charge des familles « *working poor* » par le SPC, influence à la fois la répartition par types de ménage, la répartition par classes d'âges, et les médianes de durées d'aide, que ce soit pour les dossiers clos ou pour les dossiers actifs.

G - 4 Répartition selon le niveau de formation achevée le plus élevé et la classe d'âges, 2016

Dans un canton, où plus du tiers de la population résidente âgée de '15 ans ou plus' est enregistrée avec un niveau de formation achevée de type « tertiaire » (HES ou Université), le constat que plus de la moitié des titulaires de dossiers d'aide sociale sont « sans formation achevée », en fait une problématique majeure. Les titulaires de dossiers les plus âgés apparaissent mieux formés que les plus jeunes. Il peut cependant s'agir de formations qui ne sont plus en adéquation avec le marché de l'emploi ou de personnes ayant été éloignées trop longtemps du marché du travail, à des âges où l'insertion par l'emploi est devenue un défi. Une part importante de jeunes adultes sont « sans formation achevée », bien que dans une période de la vie où l'on est fréquemment encore en formation.



G - 5 Répartition des titulaires de dossiers enregistrés avec une ou plusieurs dettes par classes d'âges, 2016



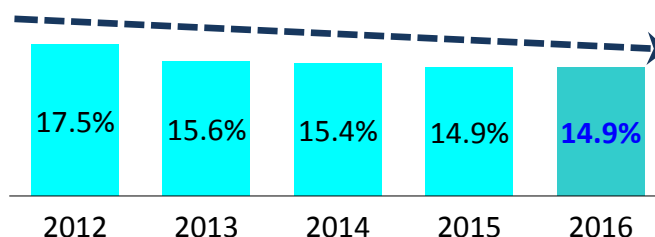
Commentaire

L'endettement est, avec l'absence de formation, la problématique la plus importante enregistrée dans les dossiers d'aide sociale. En 2016, 46% des dossiers sont concernés.

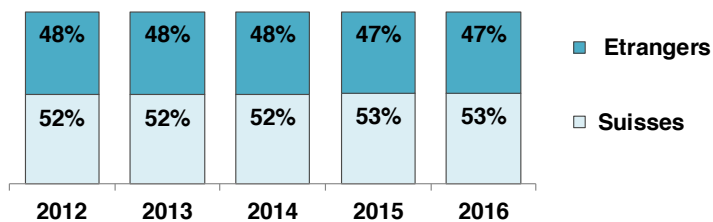
G - 6 Part de dossiers aidés en complément d'un revenu du travail, évolution 2012-2016

Dossiers avec revenu du travail (12 mois glissant)

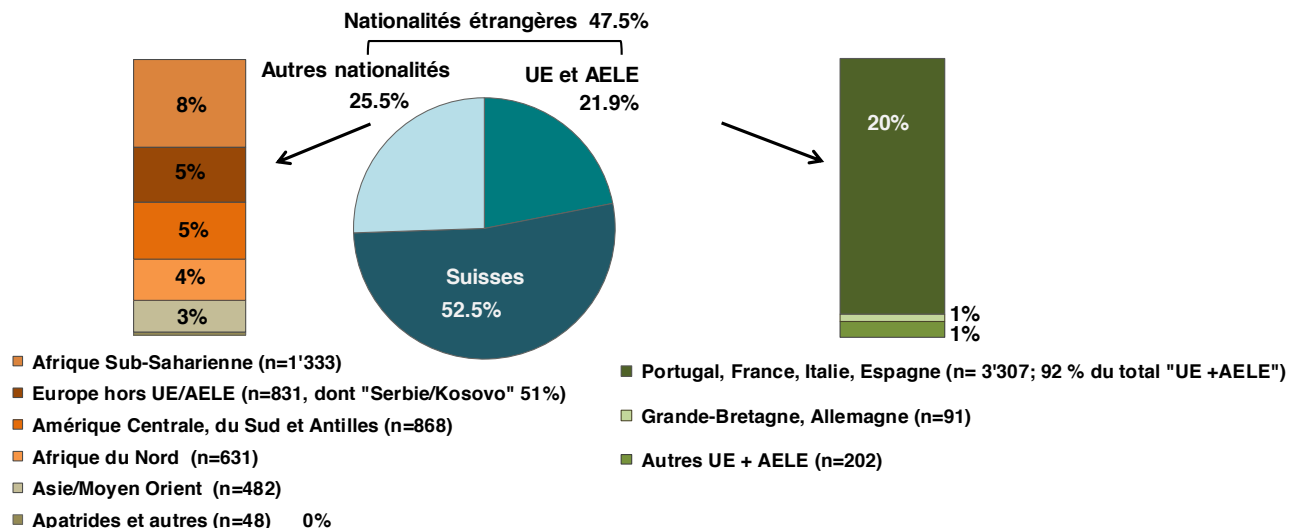
La proportion des dossiers avec revenu du travail est en constante diminution ; de 2012 à 2013, la baisse résulte essentiellement de l'introduction des prestations complémentaires familiales (transfert des dossiers au SPC).



G - 7 Répartition des dossiers selon l'origine du titulaire, 2012-2016



Répartition des dossiers selon la nationalité du titulaire, 2016



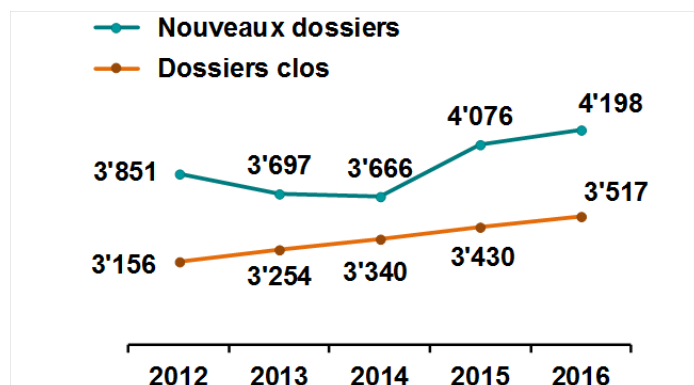
Les titulaires de dossier d'origine européenne représentent 22% des dossiers, soit près de la moitié de l'ensemble des nationalités étrangères.

Evolution du nombre de dossiers selon la nationalité du titulaire, 2012-2016

	2012	2013	2014	2015	2016	Variation 2015-2016	Variation 2012-2016
Suisses	7'105	7'474	7'743	8'245	8'626	4.6%	21.4%
UE et AELE	2'920	3'146	3'280	3'451	3'600	4.3%	23.3%
Europe hors UE et AELE	779	789	783	791	831		6.7%
Afrique du Nord	608	625	630	644	631		3.8%
Afrique Sub-Saharienne	1'207	1'245	1'251	1'259	1'333		10.4%
Asie/Moyen Orient	381	394	401	420	482		26.5%
Amérique Centrale, du Sud et des Antilles	734	775	761	799	868		18.3%
Autres / Apatrides	34	35	40	44	48	n.appl.	n.appl.
Total des dossiers	13'768	14'483	14'889	15'653	16'419	4.9%	19.3%

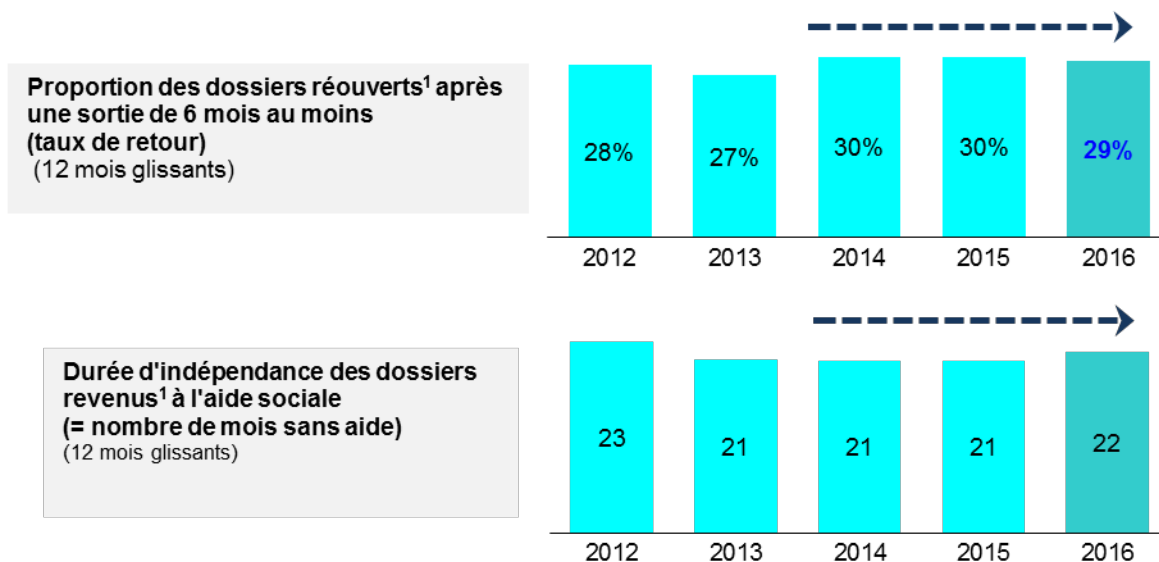
2.3. Entrées et sorties de l'aide sociale

G - 8 Evolution du nombre de nouveaux dossiers et des dossiers clos, 2012-2016



Sur la période 2012-2016, le nombre de nouveaux dossiers connaît des variations contrastées, liées aux adaptations suivant les deux changements de lois de 2012, avec toutefois, entre 2014 et 2015, une augmentation exceptionnelle de +11% de nouveaux dossiers. Entre 2015 et 2016, le nombre de nouveaux dossiers progresse de 3%.

G - 9 Nouveaux dossiers : Taux de retour et durée d'indépendance, 2012-2016



¹ SUR UNE PÉRIODE D'ANALYSE DE 5 ANS

La proportion des dossiers revenant à l'aide sociale sur 5 ans est stable : 29% des dossiers ouverts en 2016 ont déjà connu une période d'assistance lors des 5 années précédentes ; en moyenne leur indépendance financière a duré un peu moins de deux ans.

2.4. Dossiers clos et motifs de sortie

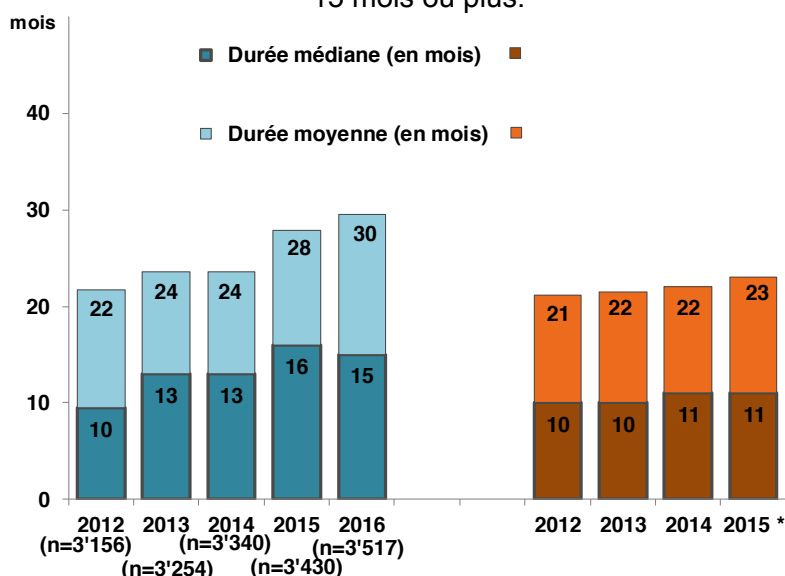
G - 10 Durées d'aide des dossiers clos dans l'année, moyennes et médianes, en mois, 2012 – 2016 et comparaison avec la statistique suisse 2015 (*)

Entre 2012 et 2016, la durée d'aide des dossiers clos est influencée, à Genève, par les deux changements de lois intervenus en 2012 (voir page 5) : l'entrée en vigueur de la LIASI (abrogation du RMCAS et absorption des dossiers résiduels dans la LIASI) et l'entrée en vigueur de la loi 'PC familles'.

En majorité, les dossiers clos suite à ces deux lois connaissent des durées d'aide élevées (tant les familles avec enfant-s passées aux 'PC-familles que les dossiers du RMCAS transitoire).

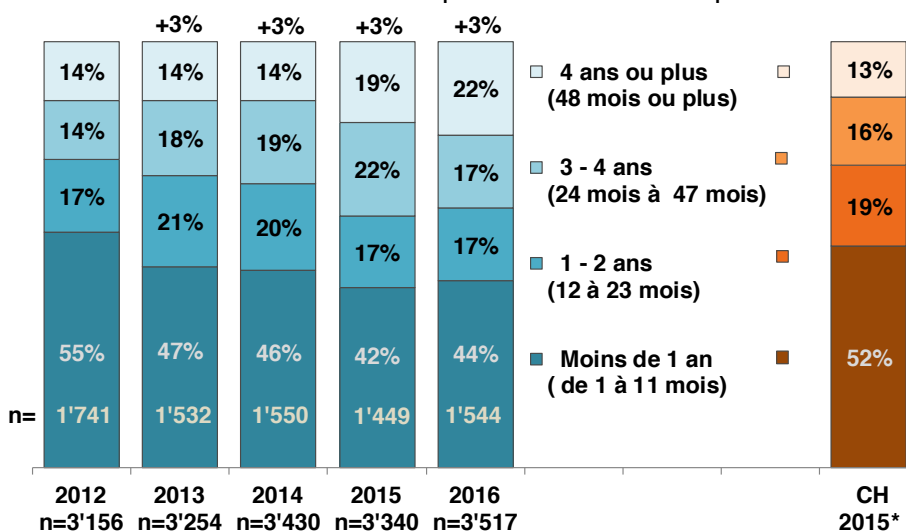
Durée moyenne (en mois) : la durée d'aide moyenne des dossiers clos est de 30 mois, en 2016.

Durée médiane (en mois) : la durée d'aide médiane des dossiers clos est à 15 mois en 2016; 50% des dossiers sont clos après une période d'aide comprise entre 1 et 15 mois ; 50% sont clos après une période d'aide de 15 mois ou plus.



G - 11 Durées d'aide des dossiers clos dans l'année, par tranches des durées de la statistique suisse (OFS données 2015 *)

- 44% des dossiers clos en moins d'un an.
- 39% des dossiers clos le sont après 2 ans d'aide ou plus.



Seuls les dossiers réellement clos (sortis du dispositif HG) sont comptés ; les dossiers du « RMCAS transitoire » (fév. 2012-fév. 2015) transférés à l'ASF ne sont pas considérés comme clos.

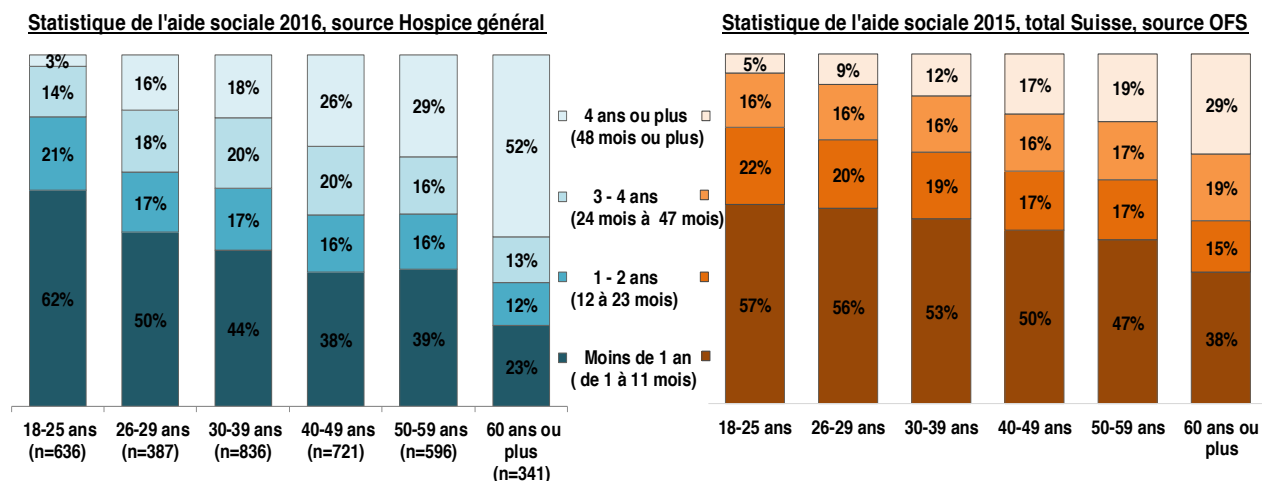
* dernière donnée disponible ; les données de l'aide sociale OFS 2016 seront publiées fin 2017.

G - 12 Durées d'aide des dossiers clos selon la classe d'âges du titulaire de dossier, LIASI 2016, et comparaison avec la statistique suisse 2015 (*)

La durée d'aide augmente avec l'âge.

Seuls les dossiers clos de la classe d'âges « 18-25 ans » présentent, à Genève des durées d'aide inférieures à la moyenne suisse.

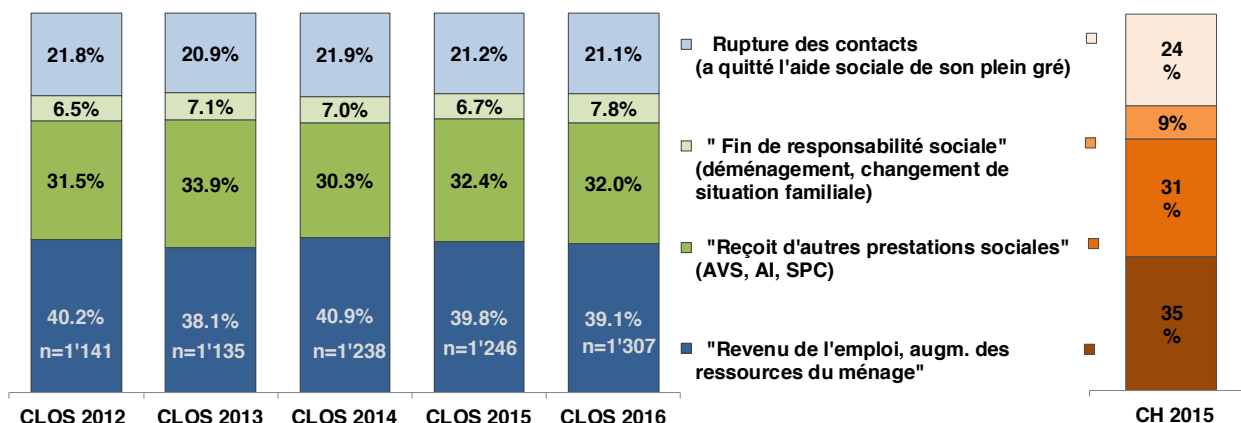
Dans la classe d'âges « 60 ans ou plus », parmi les dossiers clos après une durée d'aide de « 4 ans ou plus », 21% (72 dossiers) étaient des dossiers du RMCAS avant 2016.



G - 13 Motifs de sorties - évolution 2012-2016 - hors motifs inconnus (5% des dossiers clos) et comparaison avec la statistique suisse 2015 (*)

Avec l'augmentation de la part de personnes les plus âgées (50 ans ou plus) d'une part, et l'entrée en vigueur de la loi 'PC familles' d'autre part, la proportion de dossiers clos pour motif « reçoit d'autres prestations sociales » augmente.

Le nombre de dossiers clos pour motif « emploi » augmente, bien que sa part dans le total des dossiers clos soit variable.

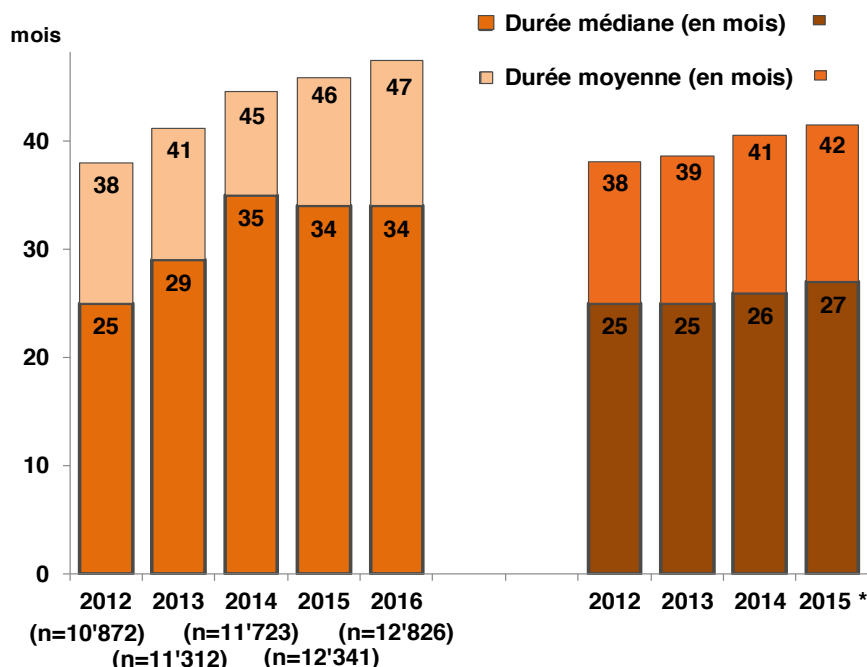


* dernière donnée disponible ; les données de l'aide sociale OFS 2016 seront publiées fin 2017

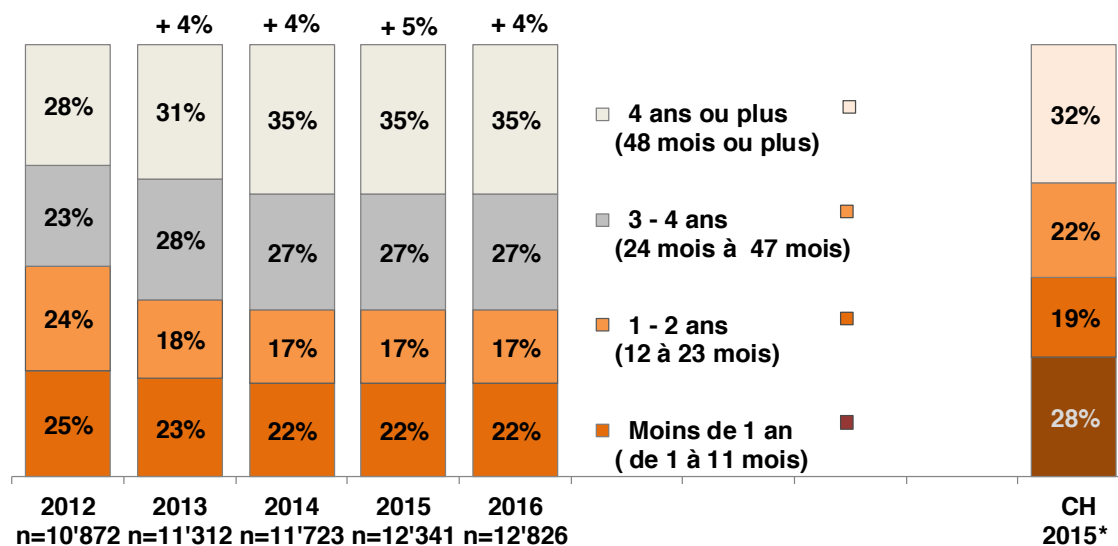
2.5. Durée d'aide des dossiers actifs

G - 14 Durées d'aide des dossiers actifs à fin décembre, moyennes et médianes, LIASI 2013-2016

- la durée d'aide médiane des dossiers actifs en fin d'année est à 34 mois ;
- la durée d'aide moyenne des dossiers actifs en fin d'année est de 47 mois, en 2016.



G - 15 Durées d'aide des dossiers actifs en fin d'année, par tranches des durées de la statistique suisse (OFS), 2012 - 2016 et comparaison avec la statistique suisse 2015 *

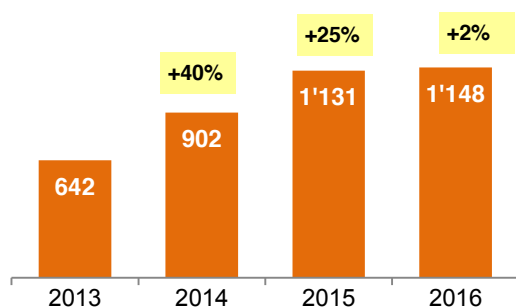


* dernière donnée disponible ; les données de l'aide sociale OFS 2016 seront publiées fin 2017

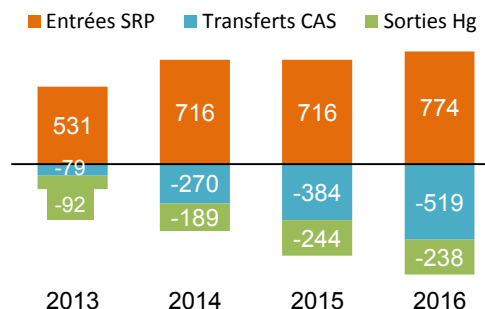
2.6. Service de réinsertion professionnelle (SRP)

Evolution dossiers suivis au SRP

Nombre de dossiers suivis

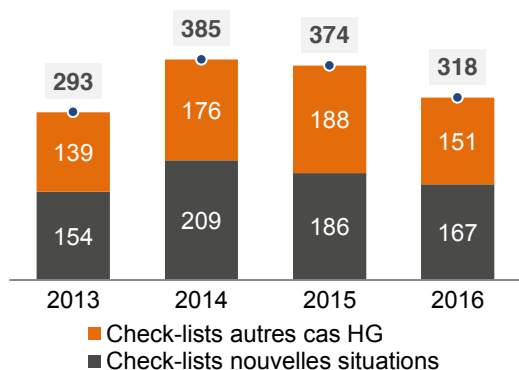


Historique des flux (en nb de dossiers)

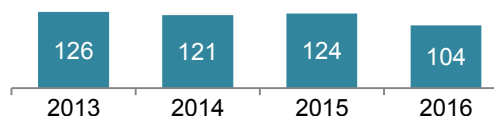


Dynamique du dispositif

Nombre de check-lists effectuées
(en moyenne chaque mois)



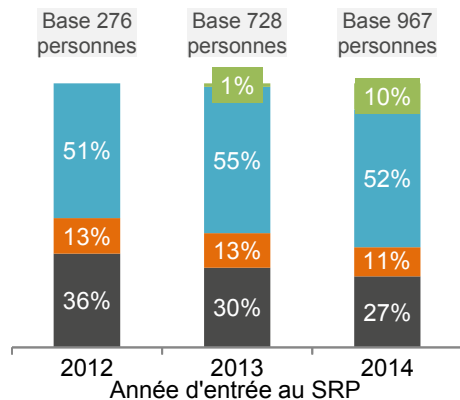
Nombre de stages débutés
(en moyenne chaque mois)



Chaque mois, la situation de plus de 300 personnes est analysée pour entrer dans le dispositif SRP, la moitié sont des nouvelles arrivées et l'autre moitié sont des personnes adressées par leur centre d'action sociale. Les personnes sont inscrites ensuite au stage d'évaluation professionnelle prévu par la loi.

Résultats du dispositif SRP

Suivi par cohortes

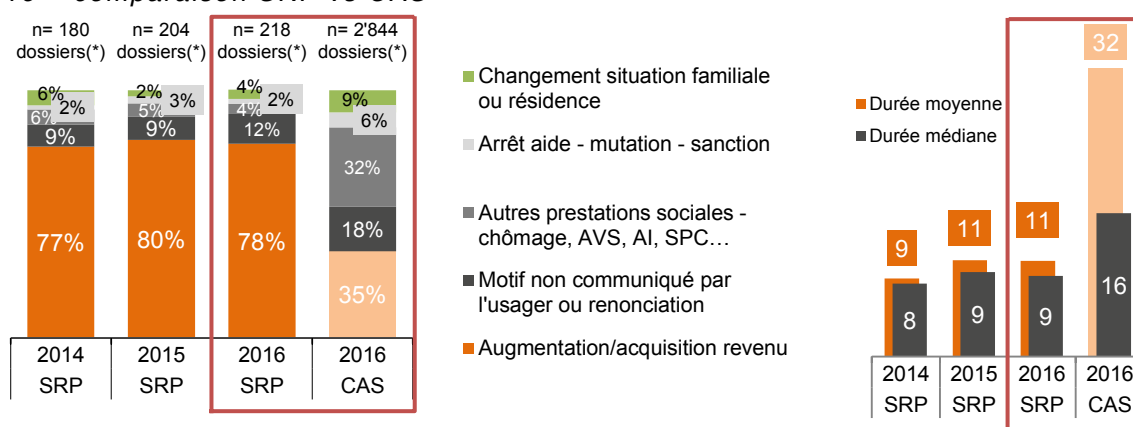


Analyse des cohortes SRP (selon année d'entrée dans le dispositif) Sur la base d'un suivi maximum prévu sur 24 mois

- En cours d'aide SRP
- Transfert vers un CAS
- Autres sorties
- Sortie suite à augmentation/acquisition revenu

Motifs de sortie(*) hors retour CAS et durées d'aide des dossiers clos

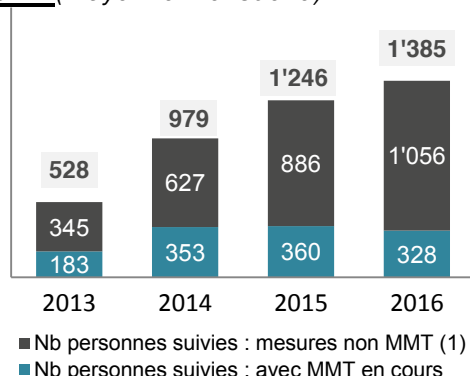
2016 = comparaison SRP vs CAS



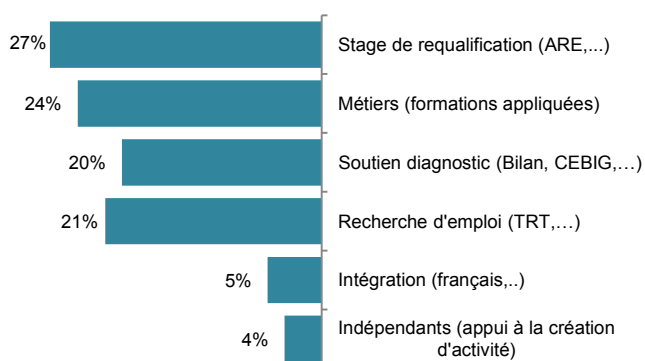
(*) Dossiers clos avec motifs renseignés

Commentaire : Dans près de 80% des cas, la fin d'aide sociale est liée au retour à l'emploi. Pour ces dossiers, la durée d'aide aura été en moyenne de 10 mois (contre 30 pour l'aide sociale en général). Cependant, environ la moitié des dossiers retournent au CAS à l'issue de leur parcours au SRP.

Mesures mises en place au SRP (moyenne mensuelle)



Types de mesures du marché du travail (MMT¹)



⁽¹⁾ projet d'insertion en cours d'élaboration, formations qualifiantes, stages professionnels hors OCE

Commentaire : L'accompagnement au SRP permet d'établir le projet professionnel des personnes suivies, chaque mois, 328 personnes sont au bénéfice d'une mesure du marché du travail, via les stages professionnels, des formations appliquées, ou encore des bilans de compétence et des mesures de recherche active d'emploi (type TRT).

2.7. Mesures et activités de réinsertion

Mesures de réinsertion (usagers CAS)

⇒ **Mesures de réinsertion sociale:**

Maintenir et développer les compétences sociales et relationnelles et ainsi limiter les problèmes sociaux, de santé, et les phénomènes de marginalisation et d'exclusion

⇒ **Mesures de réinsertion socio-professionnelles:**

Maintenir et développer les compétences professionnelles et augmenter les chances de réinsertion professionnelle

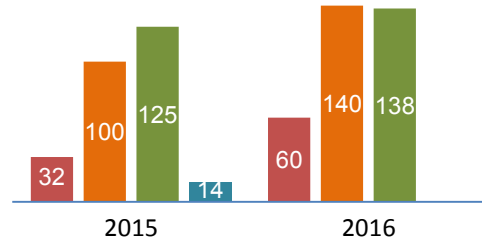
⇒ **Mesures de réinsertion professionnelles:**

Développer les compétences professionnelles et favoriser le retour à l'autonomie du bénéficiaire par la réinsertion professionnelle

⇒ **Mesures de placement:**

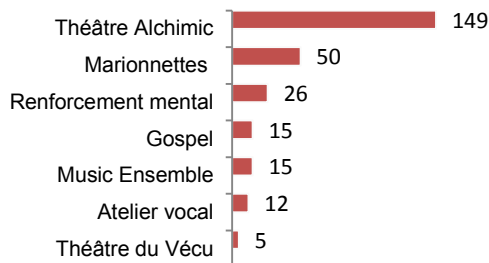
Retour à l'autonomie du bénéficiaire par la réinsertion professionnelle

personnes engagées dans un processus de réinsertion
(moyenne mensuelle)

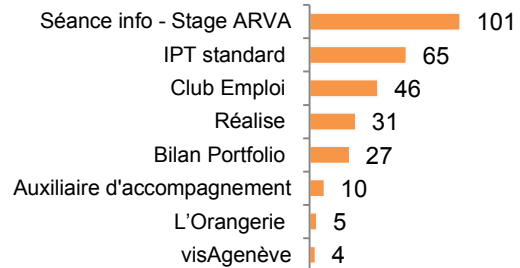


2015 : 271 personnes en moyenne chaque mois
2016 : 338 personnes en moyenne chaque mois

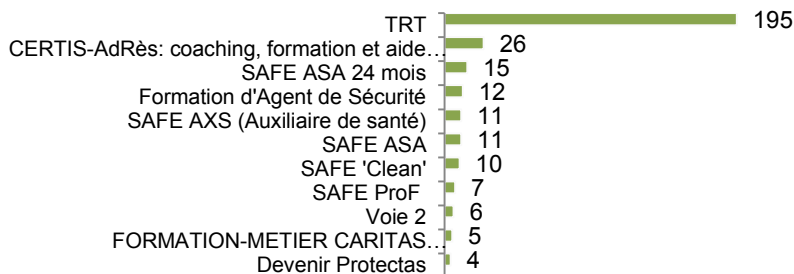
**Réinsertion sociale :
272 personnes en 2016**



**Réinsertion socio-professionnelle :
289 personnes en 2016**



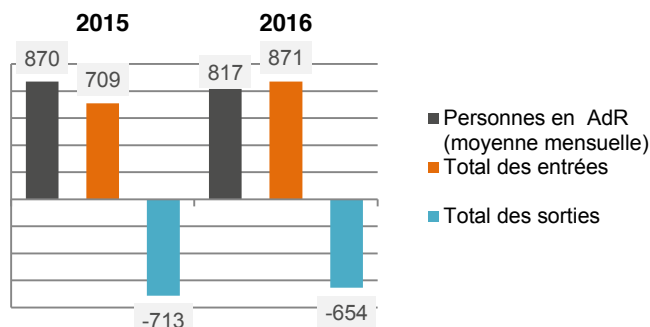
Réinsertion professionnelle : 302 personnes en 2016



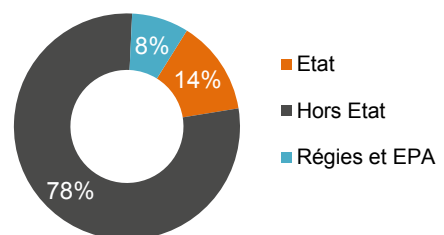
Activités de réinsertion (AdR)

Mesures de réinsertion socio-professionnelle non rémunérées, à temps partiel, d'utilité sociale, culturelle ou environnementale, dans le domaine associatif ou les services publics.

Synthèse annuelle 2016



Répartition par prestataire

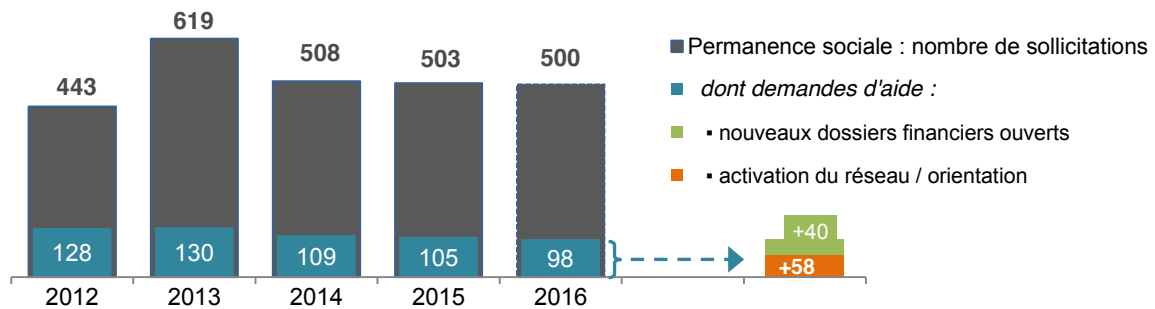


n=871

2.8. Point Jeunes

Dispositif point jeunes

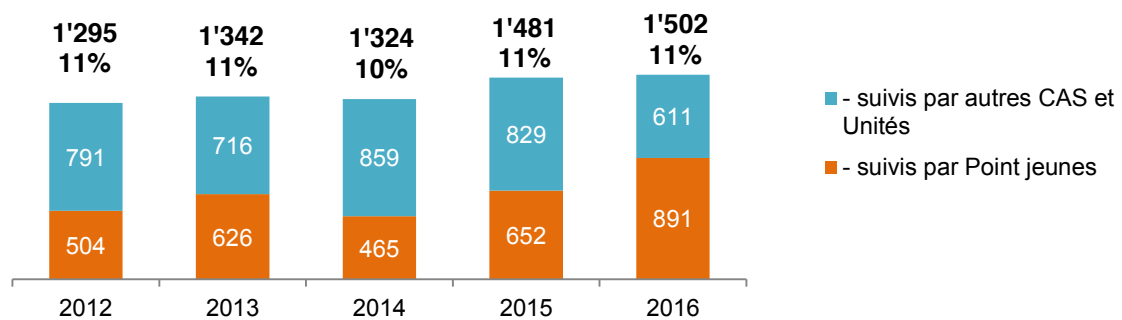
Flux mensuel – entrées (moyenne mensuelle)



Commentaire : Environ 500 demandes faites à la permanence sociale et, dans 80% des cas, ces demandes ne sont pas liées à l'aide financière.

Evolution du nombre de dossiers suivis à point jeunes

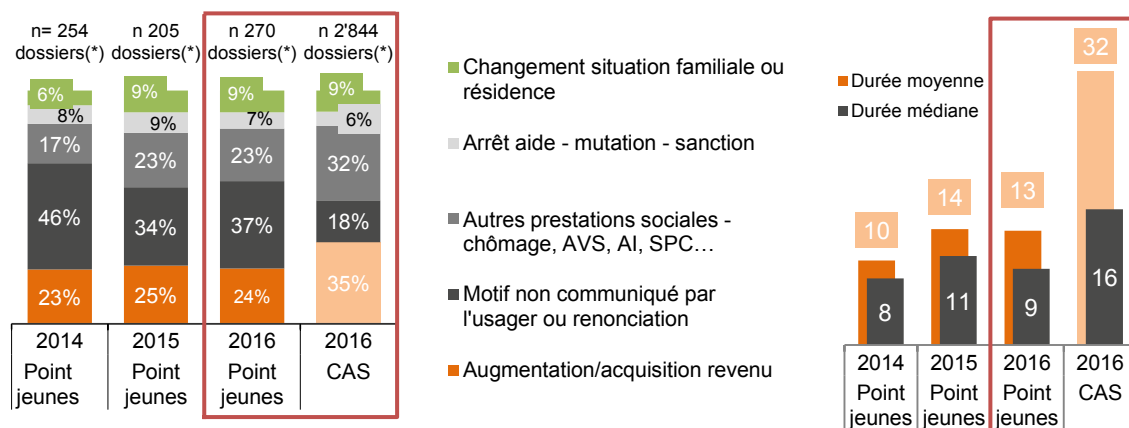
Nombre de dossiers jeunes adultes et part dans le total des dossiers Hq (photos au 31.12)



En 2016, le dispositif Point Jeunes est renforcé – le nombre de situation suivies est en hausse de 37 %.

Impact du dispositif Point Jeunes

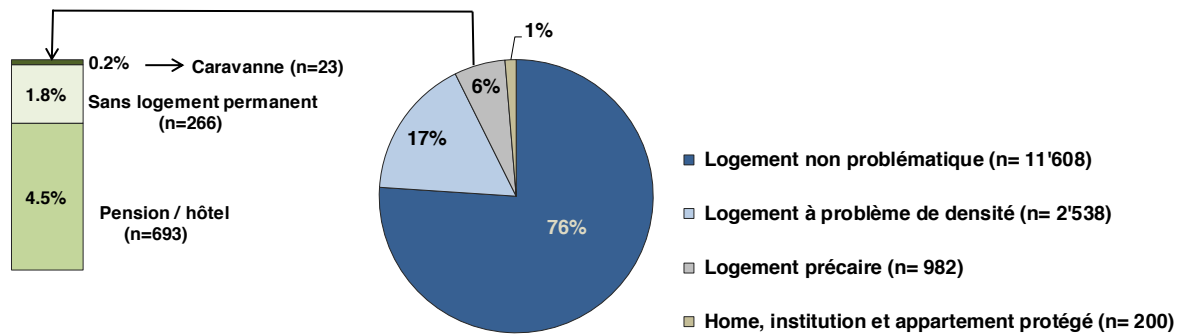
Motifs de sortie(*) hors retour CAS et durées d'aide des dossiers clos 2016 = comparaison Point jeunes vs CAS



(*) Dossiers clos avec motifs renseignés

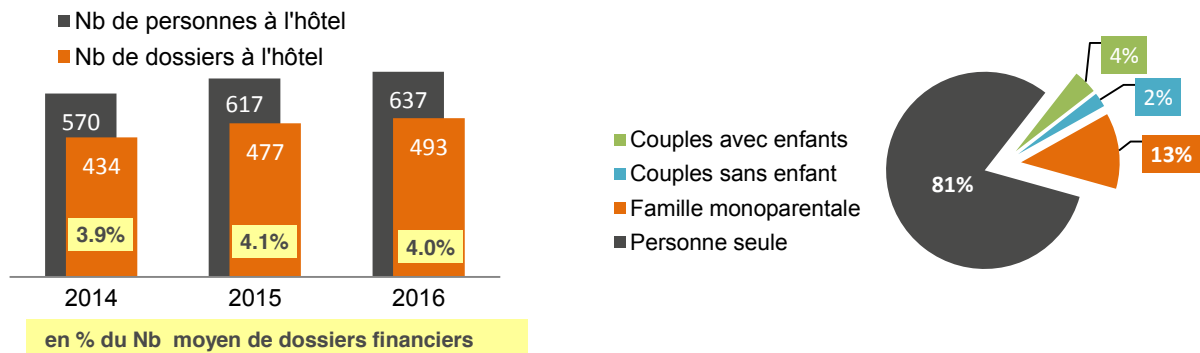
2.9. Logement – Action sociale

Situations de logement des titulaires de dossiers LIASI 2015



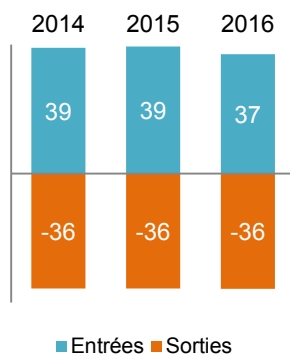
Résidences à l'hôtel - situation au 31.12.2016

Nb de personnes résidant à l'hôtel Situation familiale des résidents à l'hôtel (en moyenne mensuelle)

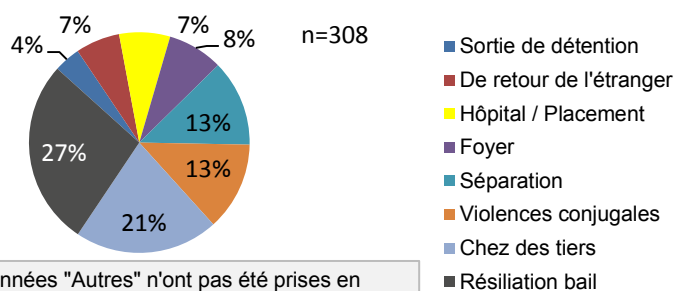


Commentaires : en moyenne 4% des dossiers financiers sont logés à l'hôtel. Le coût moyen par nuitée et par dossier est de 87CHF.

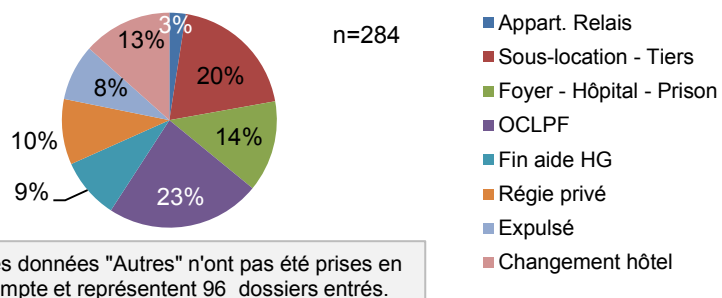
Entrées et sorties (en moyenne mensuelle)



Motifs d'entrées à l'hôtel



Motifs de sorties de l'hôtel



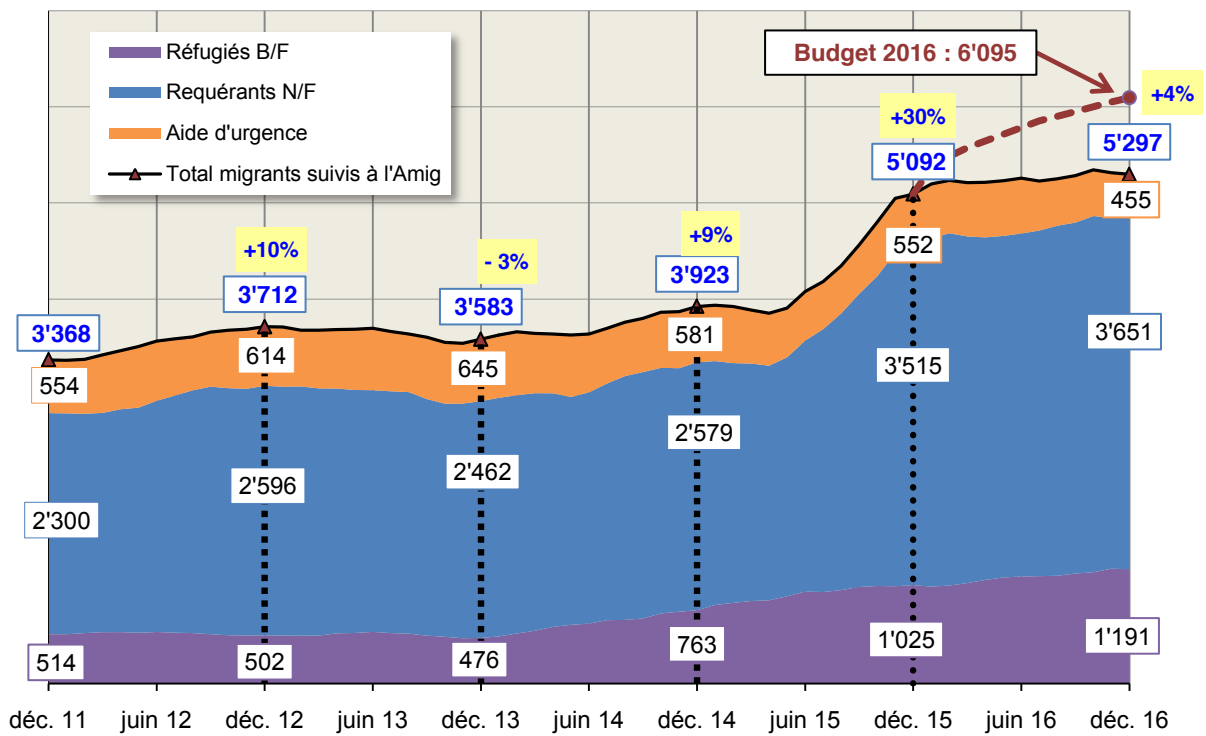
III. AIDE AUX MIGRANTS

3.1 Tableau récapitulatif

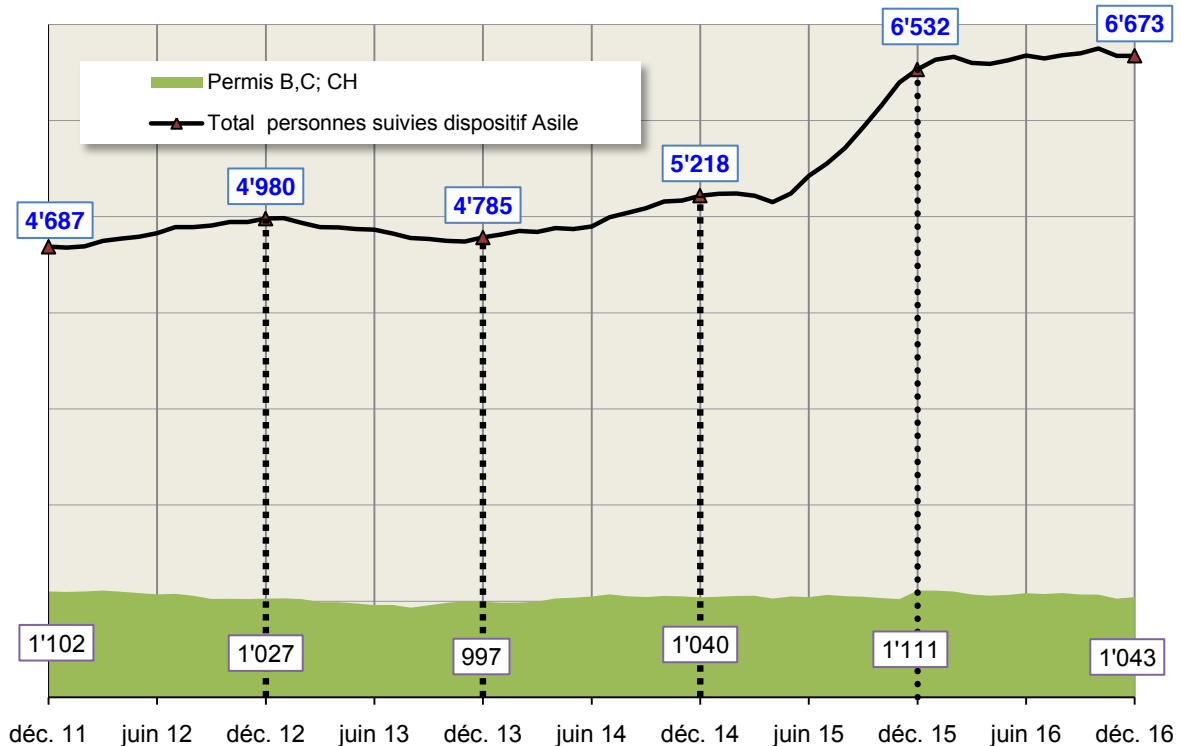
	2012	2013	2014	2015	2016	Variation 2012- 2016
Nombre de personnes						
Réfugiés B/F	502	476	763	1'025	1'191	689
<i>variation annuelle</i>		- 5%	60%	34%	16%	137%
Requérants N/F	2'596	2'462	2'579	3'515	3'651	1'055
<i>variation annuelle</i>		- 5%	5%	36%	4%	41%
Aide d'urgence	614	645	581	552	455	-159
<i>variation annuelle</i>		5%	- 10%	- 5%	- 18%	- 26%
Sous-total Migrants	3'712	3'583	3'923	5'092	5'297	1'585
<i>variation annuelle</i>		- 3%	9%	30%	4%	43%
Etsp	241	205	255	329	333	92
<i>variation annuelle</i>		- 15%	24%	29%	1%	38%
Permis B, C et CH (ex-Migrants)	1'027	997	1'040	1'111	1'043	16
<i>variation annuelle</i>		- 3%	4%	7%	- 6%	2%
Sous-total Etsp & B, C; CH	1'268	1'202	1'295	1'440	1'376	108
<i>variation annuelle</i>		- 5%	8%	11%	- 4%	9%
Total personnes suivies	4'980	4'785	5'218	6'532	6'673	1'693
<i>variation annuelle</i>		- 4%	9%	25%	2%	34%
Nombres de dossiers						
Réfugiés B/F	275	220	374	506	621	346
<i>variation annuelle</i>		- 20%	70%	35%	23%	126%
Requérants N/F	1'607	1'515	1'579	2'347	2'342	735
<i>variation annuelle</i>		- 6%	4%	49%	0%	46%
Aide d'urgence	430	475	454	403	312	-118
<i>variation annuelle</i>		10%	- 4%	- 11%	- 23%	- 27%
Sous-total Migrants	2'312	2'210	2'407	3'256	3'275	963
<i>variation annuelle</i>		- 4%	9%	35%	1%	42%
Etsp	139	121	162	194	221	82
<i>variation annuelle</i>		- 13%	34%	20%	14%	59%
Permis B, C et CH (ex-Migrants)	479	515	518	532	508	29
<i>variation annuelle</i>		8%	1%	3%	- 5%	6%
Sous-total Etsp & B,C; CH	618	636	680	726	729	111
<i>variation annuelle</i>		3%	7%	7%	0%	18%
Total dossiers suivis	2'930	2'846	3'087	3'982	4'004	1'074
<i>variation annuelle</i>		- 3%	8%	29%	1%	37%

3.2 Caractéristiques sociodémographiques des migrants

Evolution du nombre de migrants



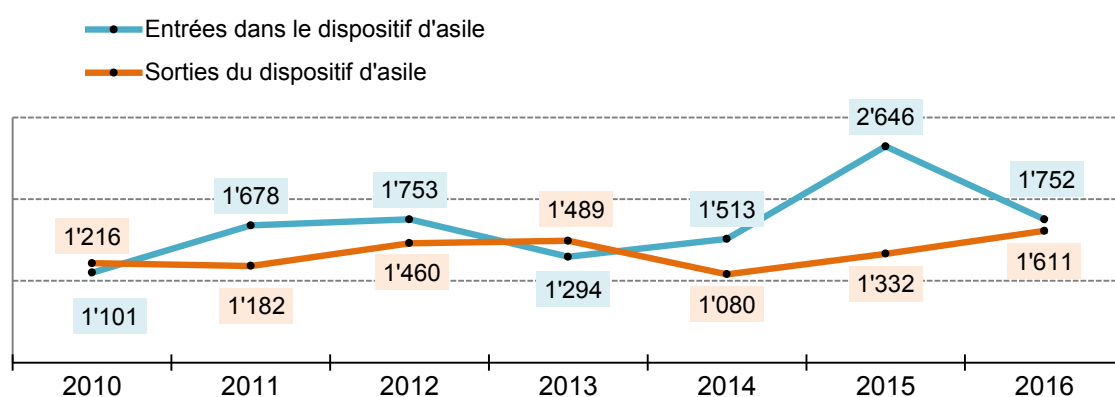
Evolution des ex-migrants (B/C/CH) hébergés dans le dispositif asile



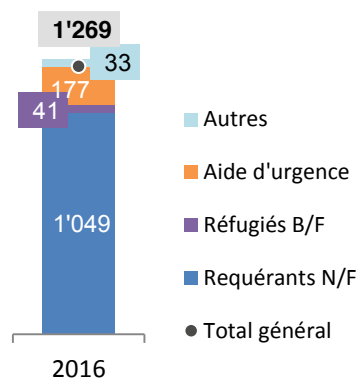
Arrivées et départs top 5 des nationalités



Historique des entrees/sorties

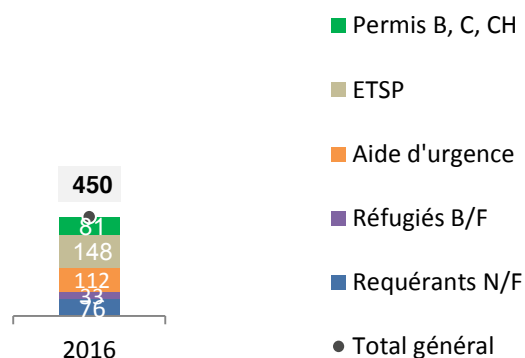


Arrivées CEP 2016



Autres entrées 2016 (hors CEP)

(etsp, naissances, réactivés, réintégrations)

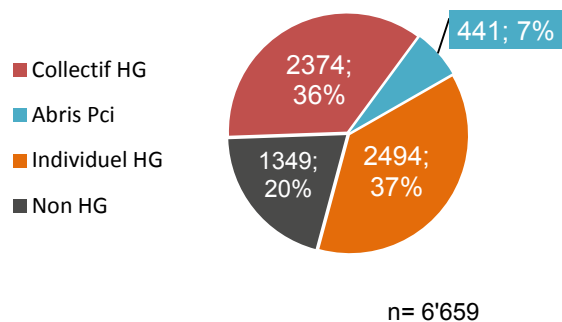


Le nombre d'arrivées a nettement diminué en 2016 (deux fois moins d'arrivées qu'en 2015). Les pays de provenance principaux sont, comme en 2015, l'Erythrée, l'Afghanistan et la Syrie qui représentent près de 80% du total des arrivées.

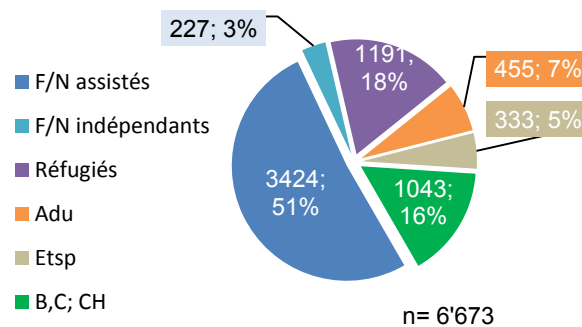
Trois quarts des arrivées sont en provenance des CEP (Centres d'enregistrement et de procédure), la majorité des cas se sont vus octroyés un permis N ou F.

Un dernier quart des personnes arrive directement dans le canton, soit par regroupement familial, naissance, voire réintégration après disparition ou période d'indépendance.

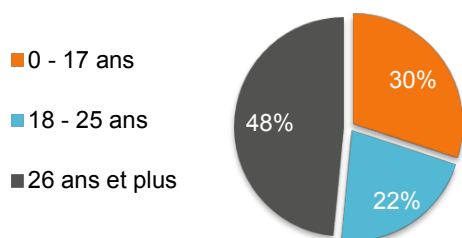
Répartition par type d'hébergement
(en moyenne mensuelle)



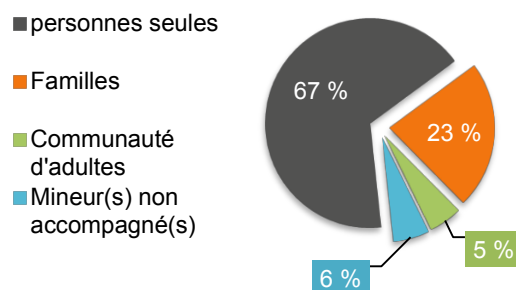
Répartition par statut
(en photo au 31.12)



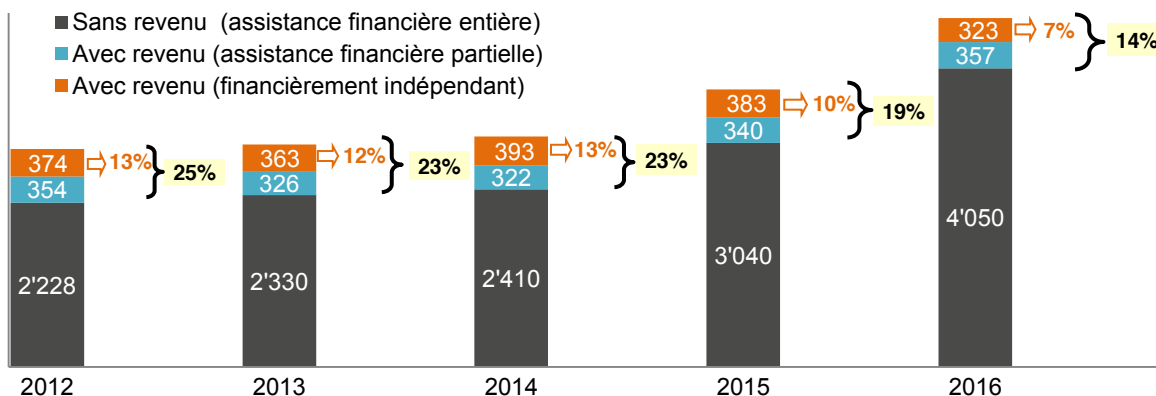
Tranche d'âge des personnes
(en photo au 31.12)



Structure familiale des dossiers
(en photo au 31.12)



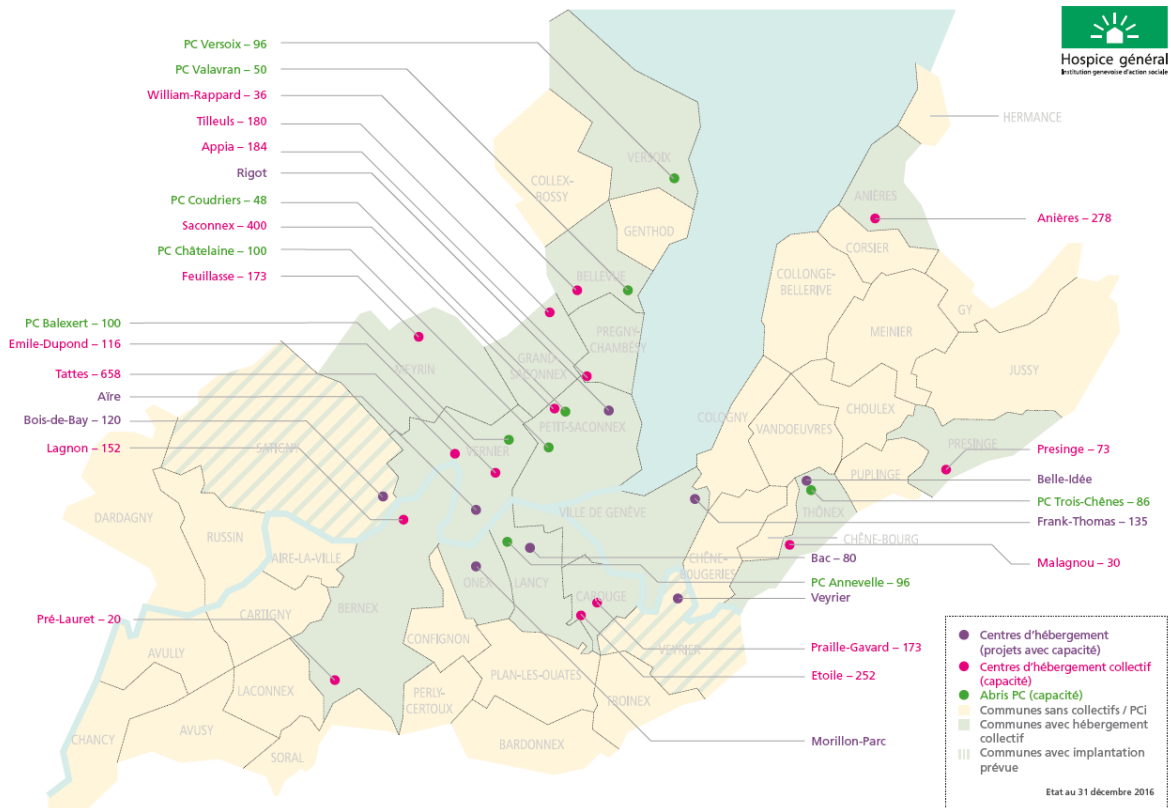
Proportion des ayants droit¹ qui perçoivent un revenu
(Historique 2012-2016 en moyenne annuelle)



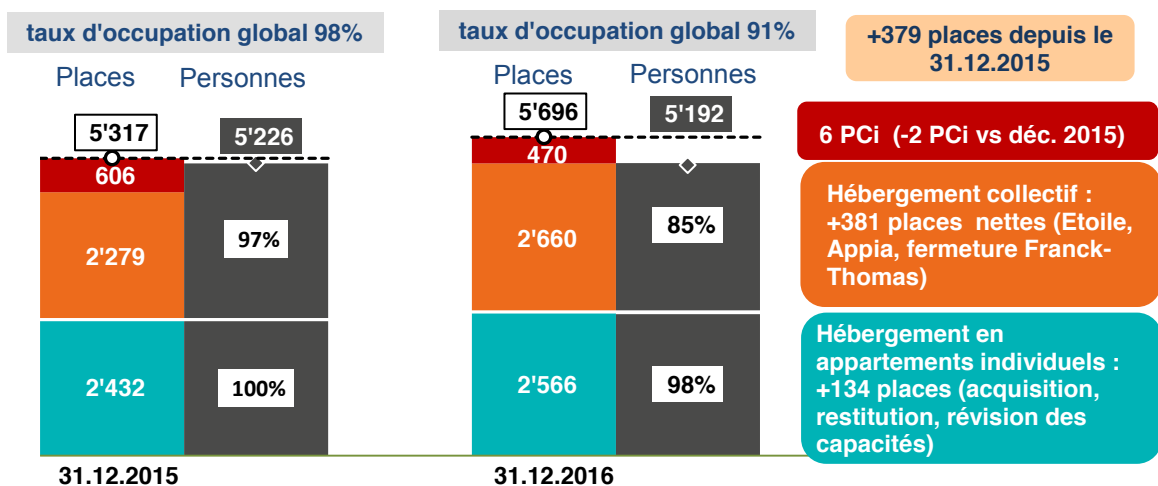
⁽¹⁾ permis N, F et Réfugiés statutaires

3.3 Dispositif d'hébergement

Carte des implantations AMIG

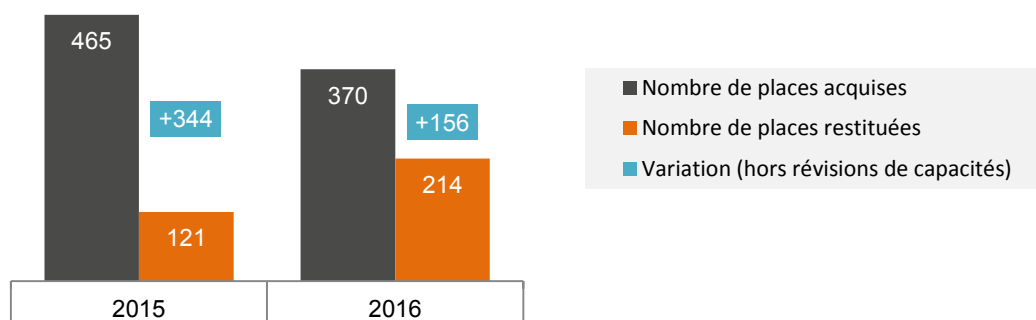


Capacité d'accueil et occupation



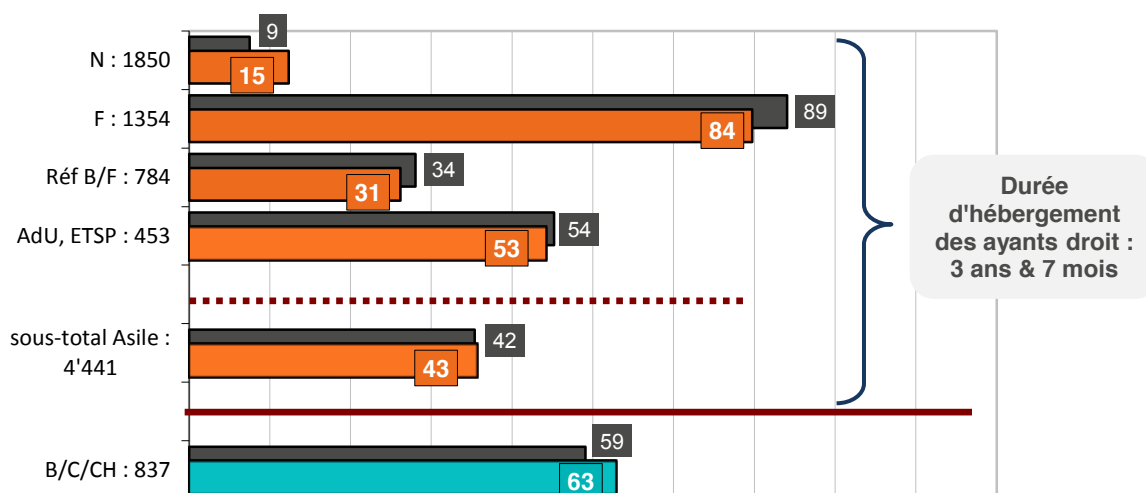
Evolution des appartements individuels

Nb places acquises et restituées en 2015 et 2016



Les principales acquisitions concernent en 2015 Les Arénières (78 places) restituées en 2016, les appartements SFIDP (138 places), Fontenette (33 places)

Durées moyennes d'hébergement



Nota : B/C/CH : la durée d'hébergement est calculée depuis l'obtention du permis / de la nationalité

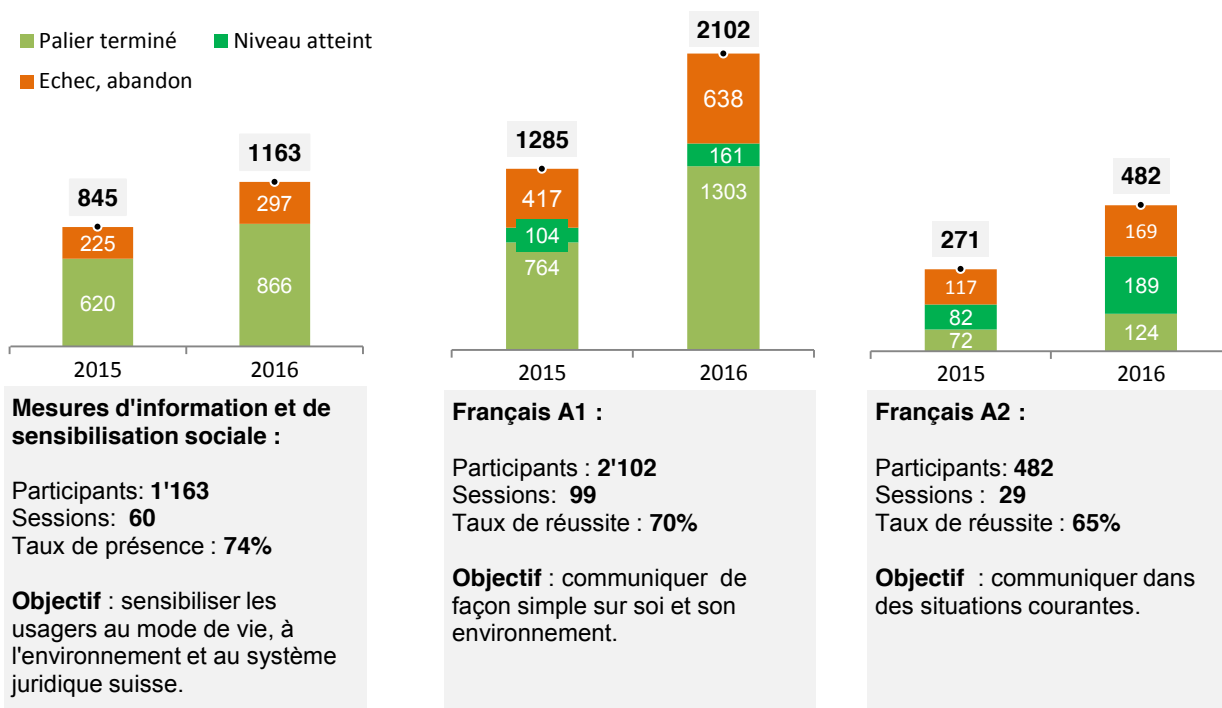
■ Durée moyenne d'hébergement à fin 2015
 ■ Durée moyenne d'hébergement à fin 2016

Le dispositif d'hébergement est constitué pour moitié de logements collectifs bénéficiant d'un accompagnement de proximité, et pour moitié d'appartements individuels. Le nombre de personnes logées en abris de protection civile a pu être réduit de moitié.

En moyenne, les ayants droit de l'Asile restent près de 4 ans logés par l'Hospice général. Pour ceux qui obtiennent une régularisation (permis B / ou nationalité suisse), ils demeurent en moyenne 5 années de plus dans le dispositif Hg.

3.4 Accompagnement social et intégration

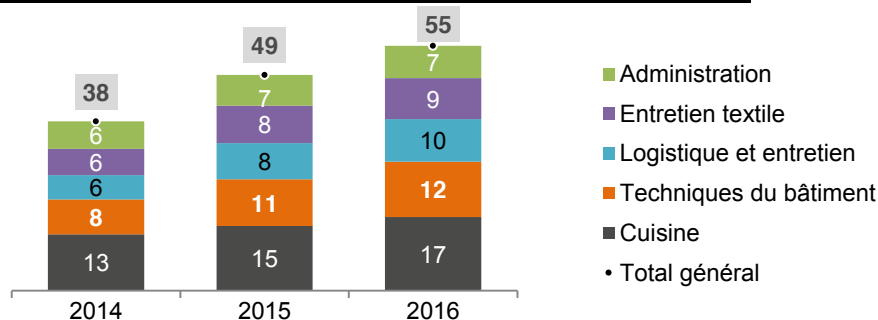
Mesures d'insertion : formation de base



L'augmentation du nombre de cours a conduit l'Hospice général à agrandir son centre de formation par l'acquisition d'un nouvel étage à la rue de Lyon et par l'extension des horaires de formation en soirée.

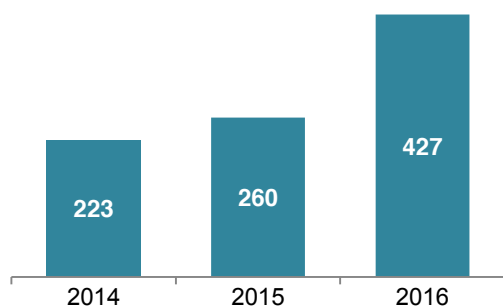
Formation professionnelle

Participation mensuelle par atelier de formation



Les ateliers de formation professionnelle de l'AMIG accueillent chaque mois plus de 50 stagiaires en programme de formation

Participation aux contre-prestations^(*) (moyenne mensuelle)



(*) Prestation d'entretien dans les foyers (aide intendant, nettoyage, jardinage,...), prestations sociales en foyer (garde d'enfants, gestion cyber café, accompagnement,...) , prestations d'encadrement (ateliers, cours de français).

IV. ACTIVITES SENIORS

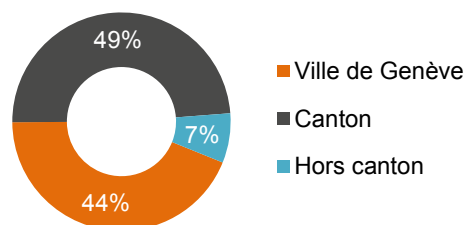
4.1 Maison de vacances pour seniors

Chiffres clés 2016

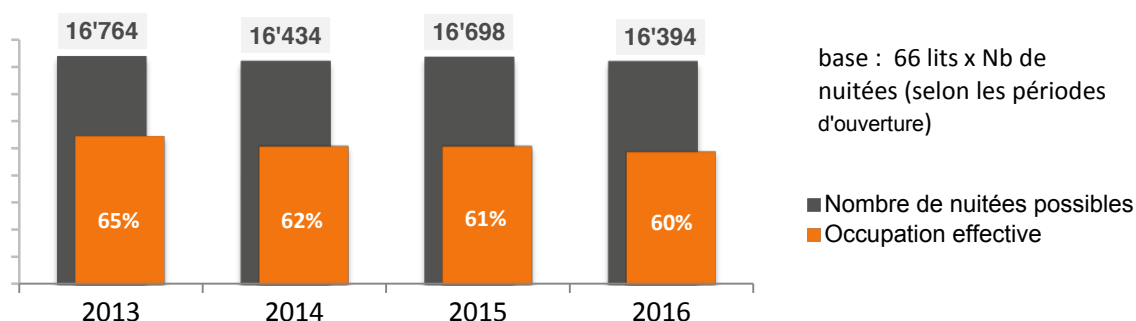
(Florimont et nouvelle Roseaie)

Nb séjours vendus	1'064
Nb clients différents	726
Âge moyen (ans)	83
Personnes de plus de 90 ans	26%
Personnes en couple	28%
Personnes avec soins facturés	15%
Nb refus de dossier (raison médicale)	77

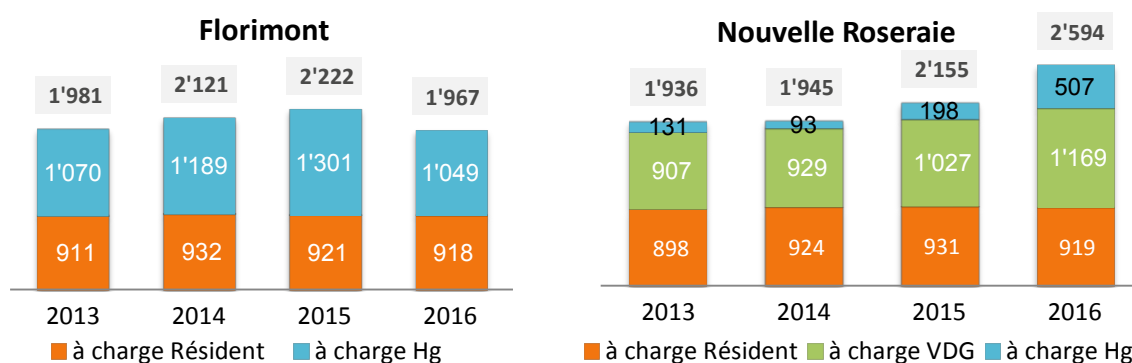
Provenance résidents



Taux d'occupation par lit



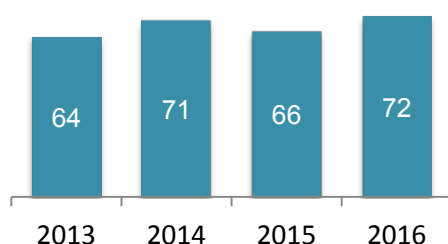
Coût moyen séjour d'une semaine en CHF



4.2 Centre d'animation pour retraités (CAD)

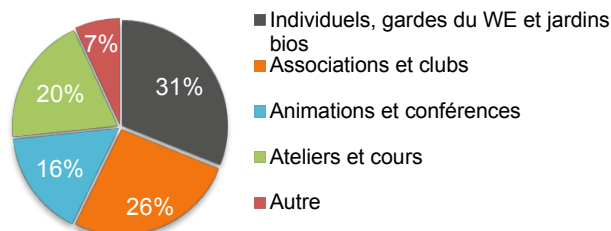
Nb de visites par jour ouvrable

(base 240j /an)



Fréquentation du CAD en 2016

(par domaine d'activité)



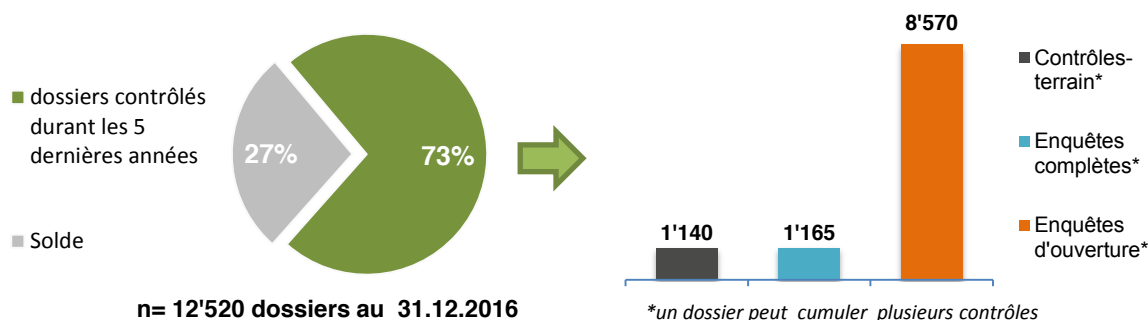
V. SERVICE DES ENQUÊTES

Le service des enquêtes contrôle la situation économique et sociale des usagers de l'Hospice général en lien avec le principe de subsidiarité. Il identifie les revenus, les charges et les droits et prestations non sollicités, met en évidence les biens mobiliers et immobiliers potentiellement réalisables ou recouvrables et témoigne de la situation globale du groupe familial.

Contrôles réalisés sur les dossiers financiers actifs au 31.12.2016

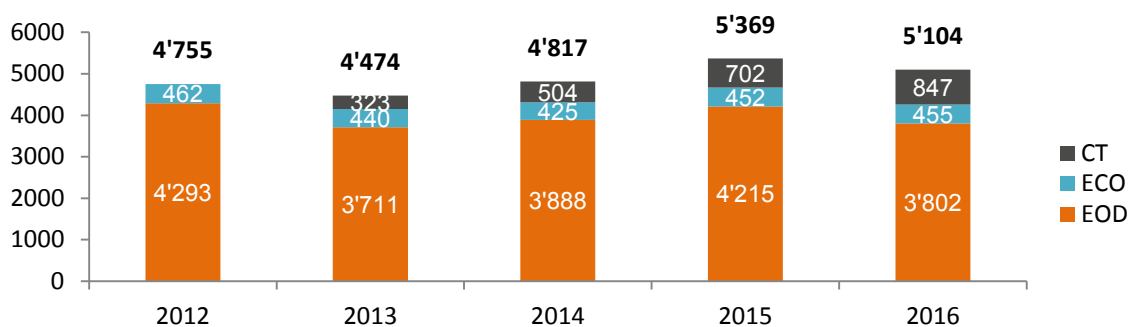
Proportion des dossiers contrôlés

Contrôles 2012-2016 (sur dossiers actifs)



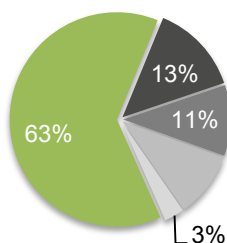
- 1) **Enquête d'ouverture (EOD)** : contrôles sur base de données informatiques à l'ouverture des dossiers
- 2) **Contrôles-terrain (CT)** : vérifications à domicile ou en entreprise de manière inopinée
- 3) **Enquêtes complètes (ECO)** : enquêtes approfondies en cas de doute (76 %) ou par sondage (24%)

Historique du nombre de rapports livrés

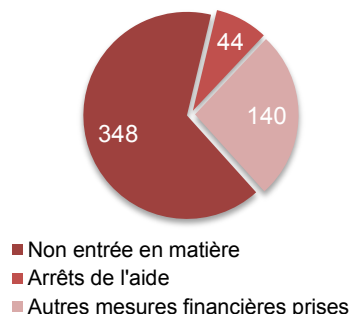


Traitements 2016

- Dossiers conforme
- Ressources & activités non déclarées
- Fortunes non déclarées
- Situations de ménage non conformes
- Autres non-conformités



Mesures financières



Estimation des impact financiers des contrôles :

- non entrées en matière : 348 Dossiers non ouverts (EOD)² = 9 Mios CHF/an non dépensés.
- arrêts d'aide : 44 dossiers sortis = 1.1 Mios CHF/an non dépensés
- arrêts d'aide et autres mesures financières : permettent de détecter environ 1.3 mios CHF/an de prestations à rembourser par les usagers (Recouvrement)

²dernier trimestre extrapolé avec les résultats du 1.1.2016 au 30.09.2016

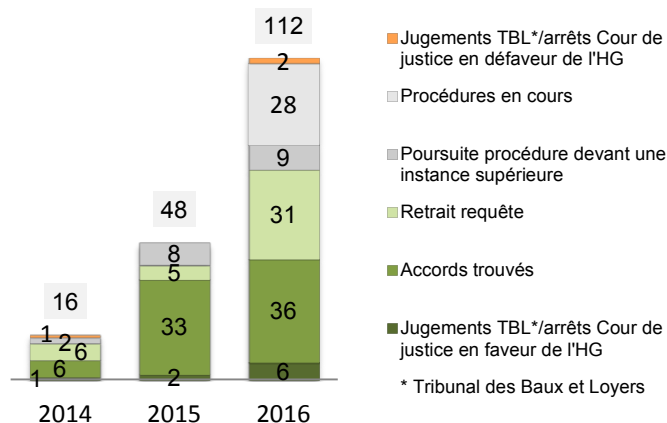
VI. SERVICE JURIDIQUE

Le service juridique soutient l'ensemble des services de l'Hospice général dans la réalisation de leur mission et de leurs objectifs.

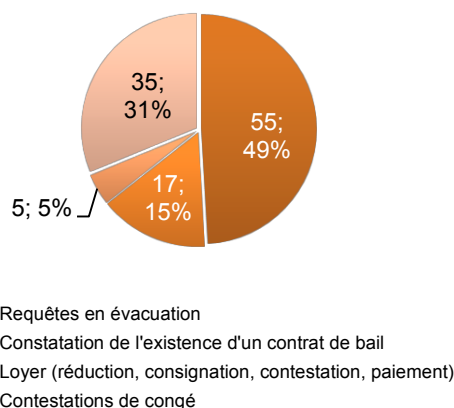
Activité en matière d'hébergement

Les activités en matière hébergement, pour l'AMIG, consistent notamment à effectuer le suivi des procédures judiciaires initiées par l'Hospice général ou déposées contre lui par des tiers (principalement bénéficiaires de permis B,C,CH et réfugiés ou régies).

Résultat Procédures



Objet procédures 2016

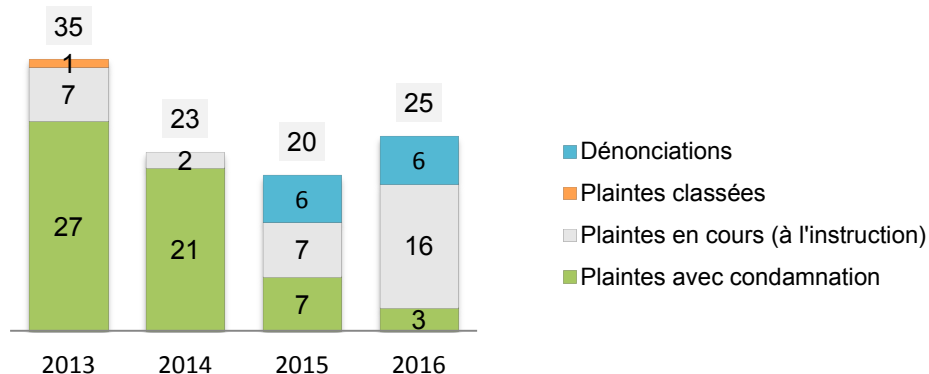


Activité de l'instance d'opposition

L'instance d'opposition instruit pour le compte de la direction générale les oppositions dirigées contre les décisions de l'institution en application de la LIASI. Elle rédige les décisions sur opposition et suit toute la procédure, le cas échéant devant la Chambre administrative et le Tribunal fédéral.

Instance d'opposition	2015	2016
Oppositions reçues dans l'année	339	305
Décisions finales ou sur effet suspensif rendues	316	357
Nombre de décisions confirmant totalement ou partiellement la décision du terrain	160	196
Arrêts rendus dans l'année par la CA	33 (dont 31 rejetés & retirés)	33 (dont 30 rejetés & sans objet)
Arrêts rendus dans l'année par le TF	4 rejetés	8 rejetés
Dossiers traités hors procédures d'opposition	45	44

Nb de plaintes pénales et dénonciations déposées par l'Hg



VII. FINANCES ET EXPLOITATION

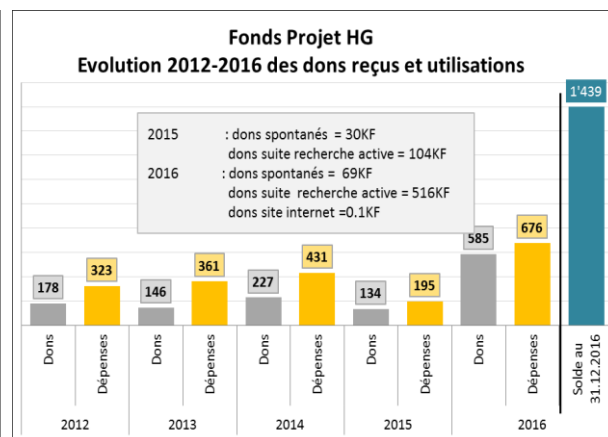
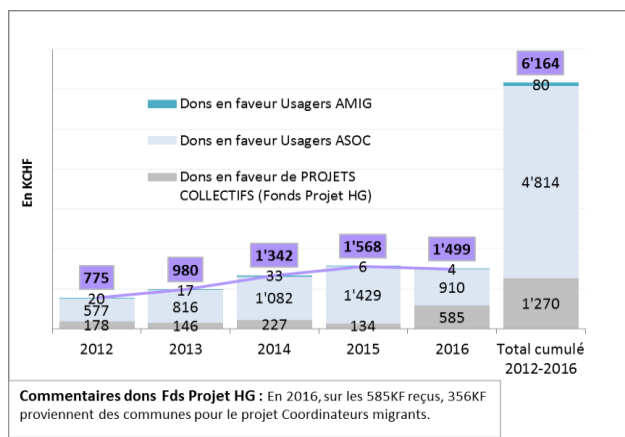
7.1 Gestion des fonds affectés, dons, legs et successions

Les dons à l'Hospice général sont de 2 natures :

- Dons individuels sollicités par les assistants sociaux en faveur de leurs usagers, pour la prise en charge de frais particuliers (non prévus par la LIASI). Les montants publiés ont transités par la trésorerie de l'Hospice général. Dans certains cas les sont réglés en direct par le donateur.
- Dons en faveur de projets collectifs permettent le financement d'actions spécifiques. Ils sont regroupés sous l'appellation «Fonds Projet Hg ». En 2016, les communes sans centres d'accueil de migrants ont ainsi participé à des projets d'intégration portés par du personnel financé par ces dons.

Evolution 2012-2016 des dons financiers reçus à l'Hospice général

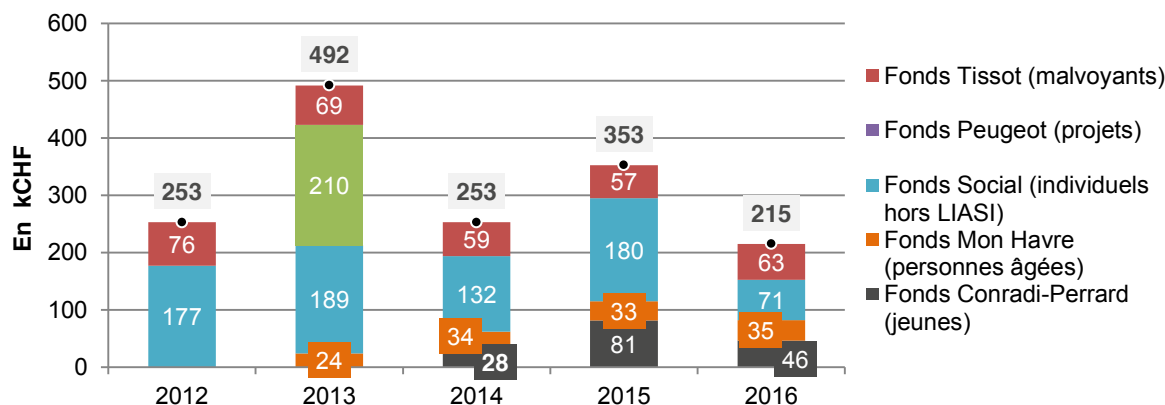
Fonds Projet HG : Evolution 2012-2016 des dons reçus et utilisations



Gestion des fonds affectés

5 fonds affectés sont gérés par l'Hospice général selon les dispositions testamentaires des fondateurs ou donataires. Le Conseil d'administration fixe les montants annuels attribuables en fonction des revenus et pour des projets cadrant avec les buts des fonds.

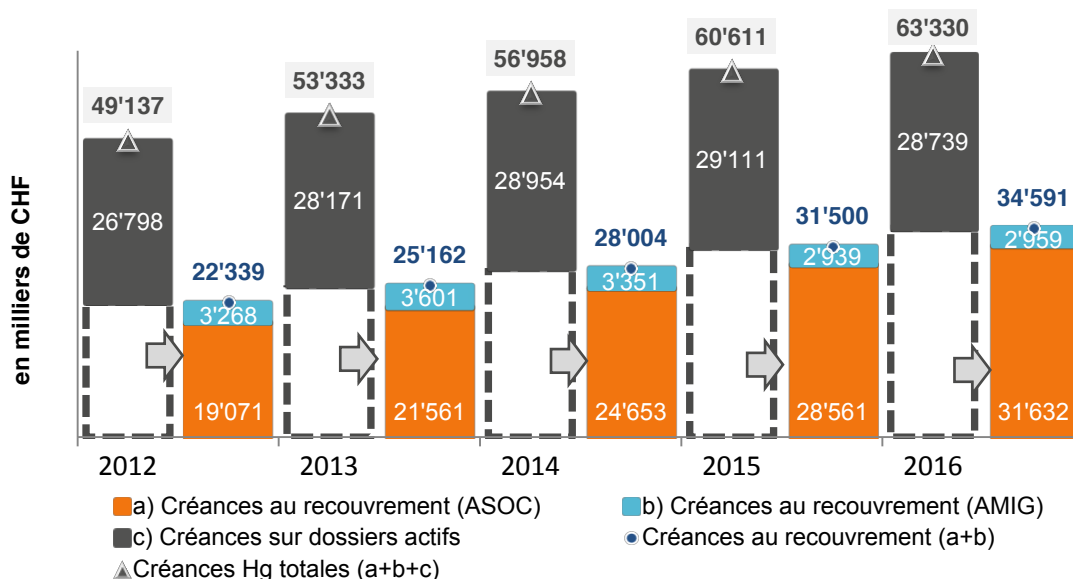
Evolution des attributions réelles de 2012 à 2016



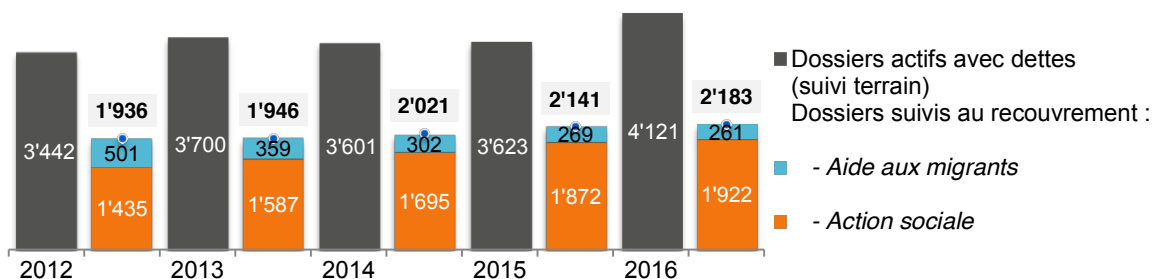
7.2 Service du recouvrement

Le service gère les dettes contractées par les usagers au cours de leur période d'assistance (cas de trop perçus, de fraude, d'impayés) et qui n'ont plus de relations avec l'Hg

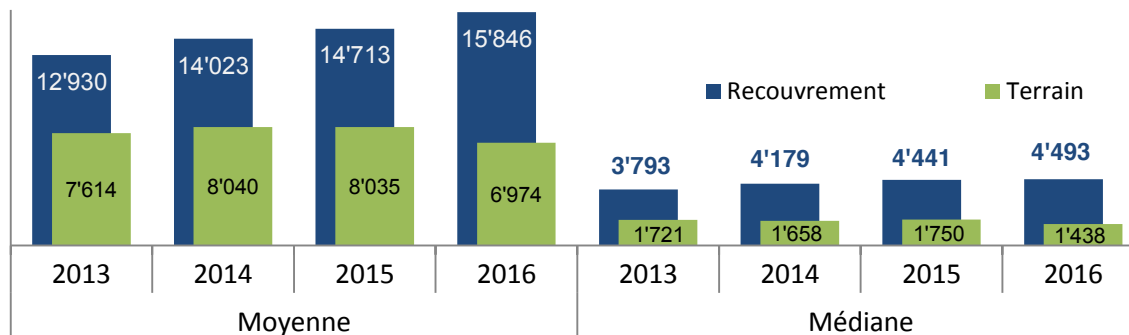
Montants des créances suivies (historique et répartition par lieu de suivi)



Evolution des dossiers avec dettes (en photo fin de période)



Créances moyennes et médianes d'un dossiers (en CHF)

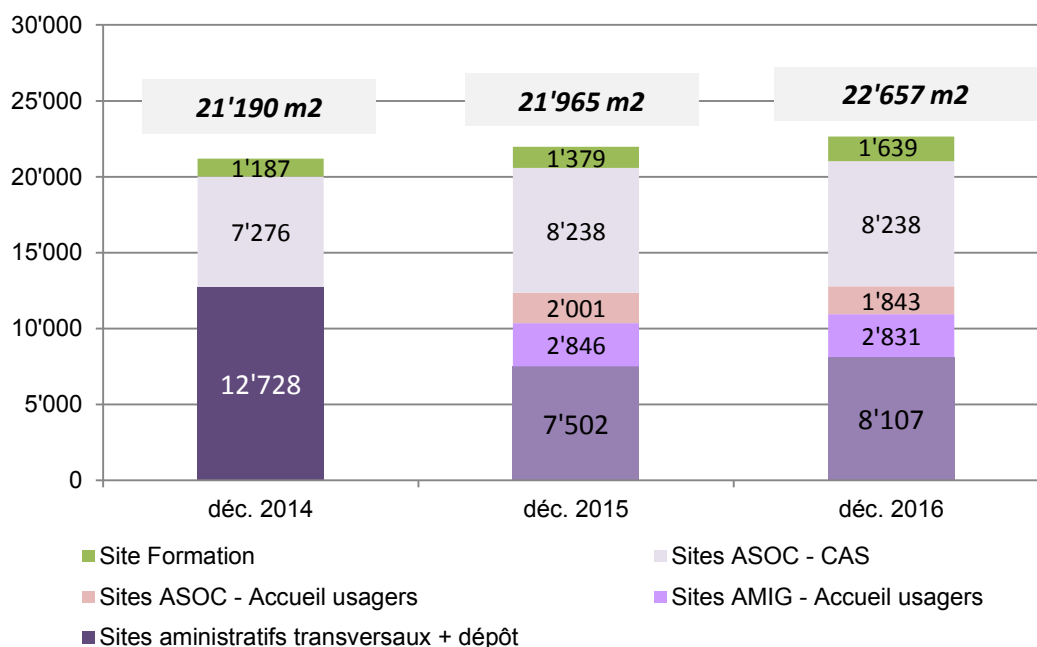


Le nombre de dossiers gérés est en augmentation constante ainsi que les créances brutes au bilan. Le service du recouvrement voit sa rentabilité augmenter : en 2016, les remboursements sont deux fois supérieurs aux charges induites.

7.3 Service Exploitation et Achats

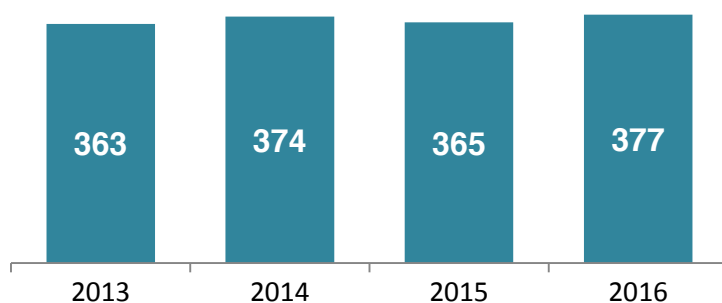
L'unité exploitation et achats administre l'ensemble des surfaces administratives de l'Hg, la téléphonie et tous les contrats en lien avec le facility management.

Répartition des sites administratifs Hg (surfaces nettes par sites en m²)



Formation :	2015 ouverture du centre de formation HG - 2016 : acquisition de surfaces supplémentaires (cours de français AMIG)
CAS :	2015 transfert du CAS Servette sur le site du Bouchet (temporaire jusqu'en 2017) et CAS St Gervais (suite fin RMCAS 2015).
Sites ASOC :	comprend l'antenne OCE (site Montbrillant), le SRP (site Bouchet), Point-jeunes (Glacis 12-14)
Sites AMIG :	comprend les sites PSI (Bouchet, Eugène-Lance), et Amat (Action intégration)
Sites administratifs :	comprend Cours de Rive, Ami-Lullin, Glacis 12-14, Acacias (Pôle immobilier) + SSI - A fin 12/2016, subsistent 290m ² de surfaces non restituées (Cardinal-Mermillod, ex-Hébergement AMIG)

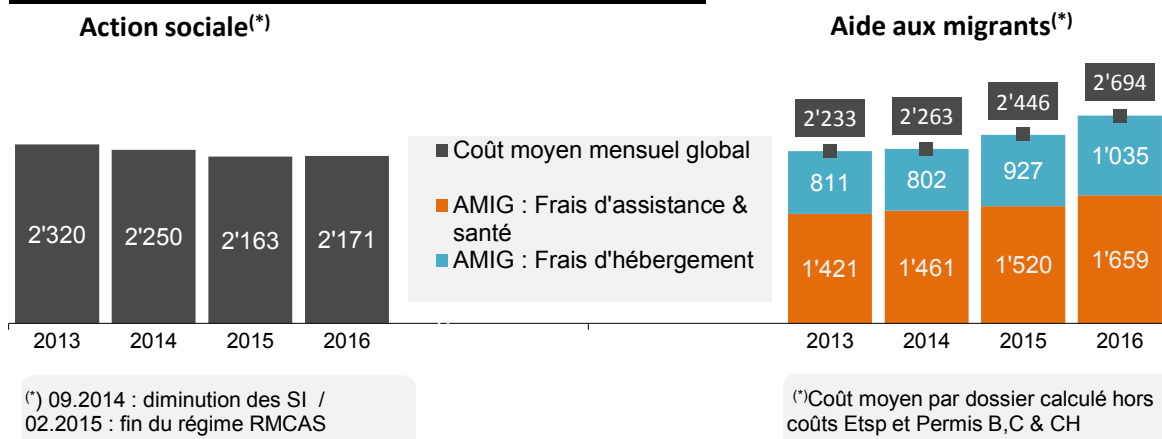
Loyer moyen au m² des sites administratifs Hg



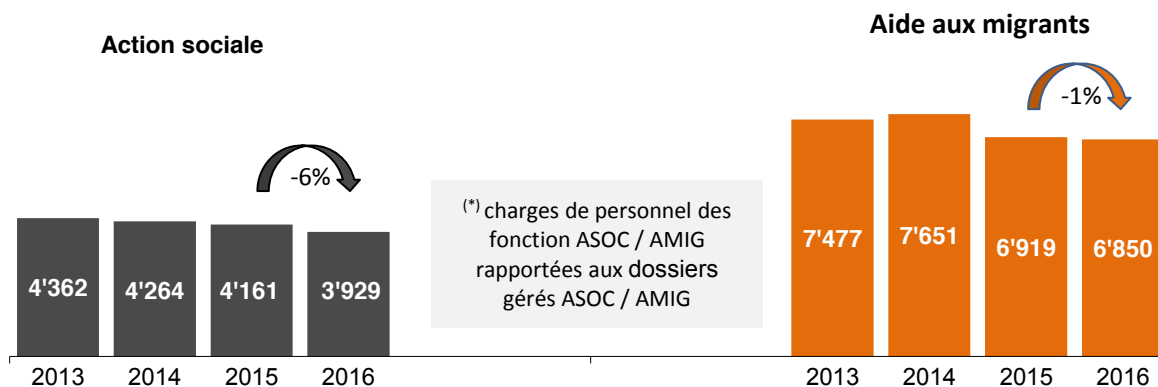
Le loyer moyen 2015 et 2016 comprend le site formation rue de Lyon (2016 : CHF 442.- m²), le CAS de la Servette au Bouchet (CHF 403.- m²), l'indexation du loyer du site Ami-Lullin .

7.4 Coûts moyens des prestations

Prestations versées en CHF / dossier / mois



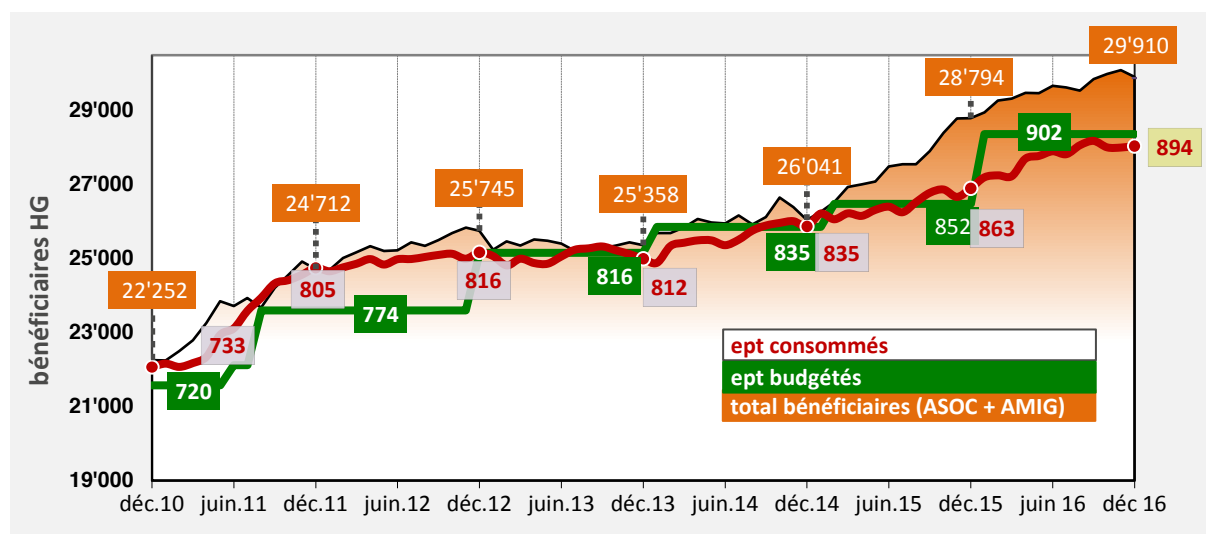
Coût annuel de l'accompagnement socio-administratif d'un dossier



VIII. RESSOURCES HUMAINES

8.1 Evolution des postes fixes et auxiliaires

Postes fixes et auxiliaires et évolution parallèle des bénéficiaires

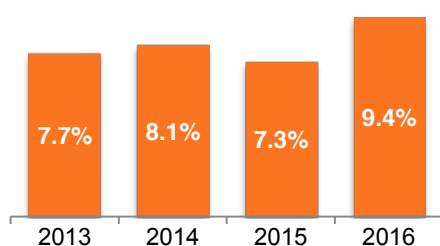


TRH1 – postes fixes et auxiliaires par fonction

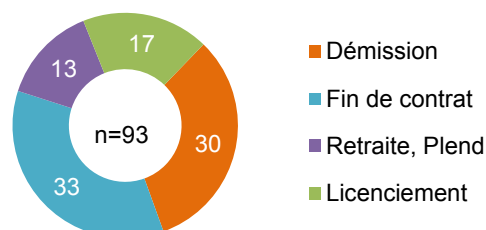
	12-2015	12-2016
Personnel fixe	776	757
Personnel auxiliaire	87	137
Total dotation HG	863	894
<i>photo moyenne</i>	851	886

Détail par fonction		
DG-SERCEN-SIMOB	86	88
FINANCES-EXPLOITATION	44	43
RESSOURCES HUMAINES	27	28
ACTION SOCIALE	451	455
AIDE AUX MIGRANTS	193	223
PÔLE INSERTION / INTEGRATION	32	32
ACTIVITES SENIORS	28	24
Total dotation nette HG	863	894
Total collaborateurs	1'065	1'109
Salaire annuel brut moyen (CHF)	100'463	99'572

Taux de rotation
(personnel fixes, aux.)



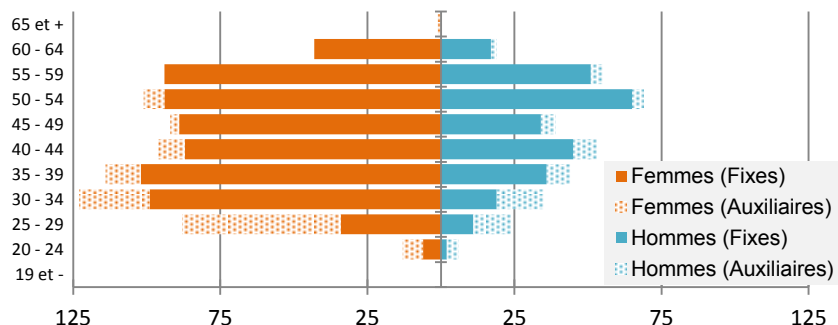
Départs en 2016
(personnel fixes, aux.)



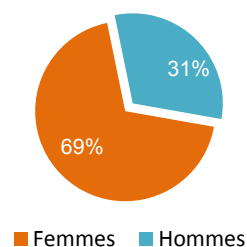
8.2 Informations générales – collaborateurs

(base 1'109 employés à fin décembre 2016)

Pyramide des âges

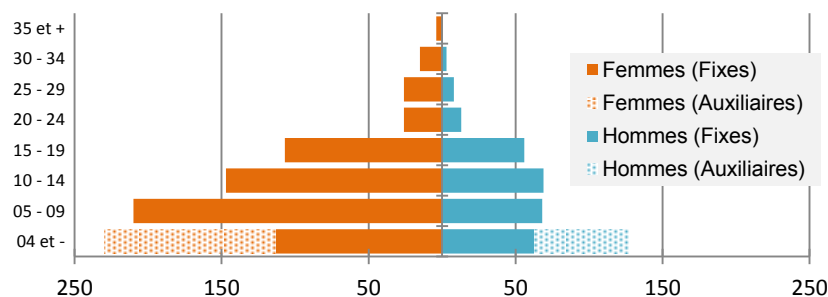


Genre

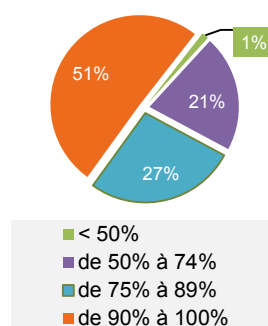


Ancienneté

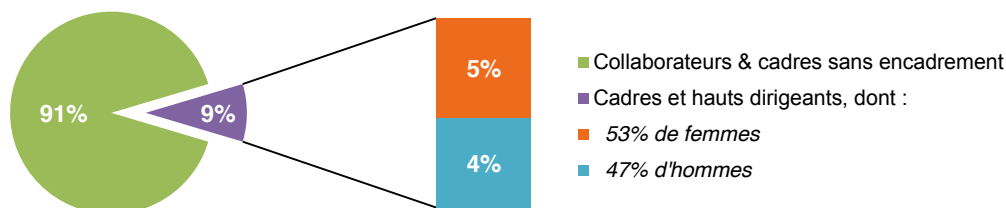
G X - ANCIENNETÉ



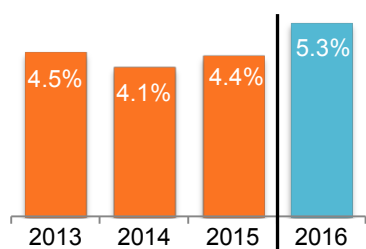
Taux d'activité



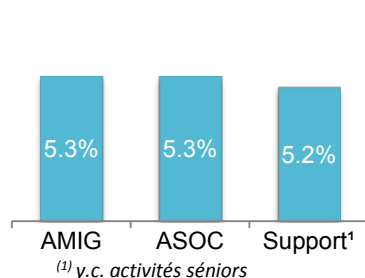
Taux d'encadrement et proportion des cadres par genre



Taux absences maladie (historique)



Taux absences maladie (par fonction)

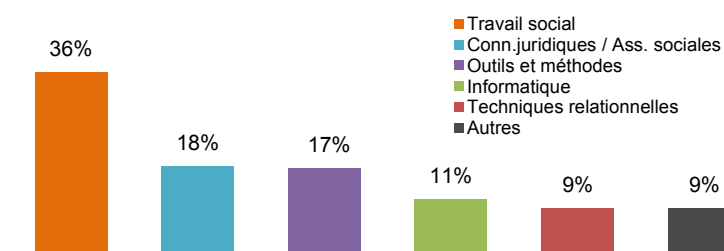


Taux absences 2016

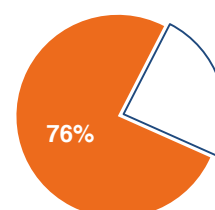
Maladie	5.3%
Courte durée (<60j)	3.1%
Longue durée (>60j)	2.2%
Accident	0.3%
Accident non prof	0.3%
Accident prof	0.0%
Maternité	0.6%
Militaire	0.0%

Formations

(participations par domaine)



Taux de formation²



⁽²⁾ Nbre de personnes ayant suivi au moins une formation

IX. PARC IMMOBILIER

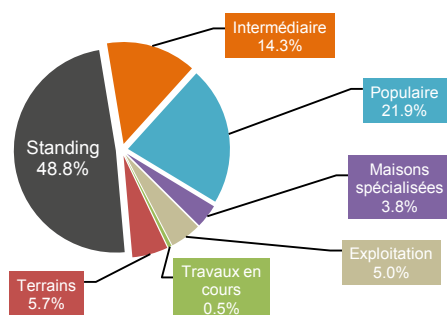
L'Hospice général est propriétaire d'un important parc immobilier dont les revenus permettent de couvrir une partie de ses dépenses de fonctionnement. Le service immobilier assure la gestion financière, administrative et technique de ce parc, dont la gérance est confiée à des régies.

Chiffres clés du service immobilier

	en nombre	Evolution 2016	en m ²	Evolution 2016	Loyers moyens annuels			
					par pièce	Evolution 2016	par m ²	Evolution 2016
Immeubles	92	+3						
Logements	1'417	+44	98'749	+2'707	4'965	+0.5%	260	+1.2%
Commerces/bureaux	216	+8	33'702	+403			387	+0.5%
Dépôts	97	+1	5'549	+417				
Parkings	570	+9						
Autres (antennes, enseignes, etc)	27	-						

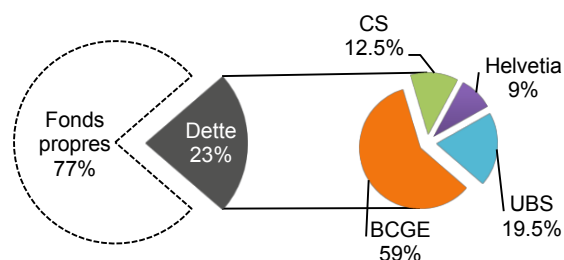
Le parc de rapport augmente de 3 immeubles suite à l'acquisition de Yvoy 1 et 27/29 (retour anticipé de 2 droits de superficie) pour une valeur de marché de 15.4 mios CHF.

Valeur au bilan par catégories (au 31.12.2016)



Valeur au bilan (y.c. exploitation et terrains) : **949 Mios CHF**

Endettement concernant le parc de rapport rapporté à la valeur au bilan au 31.12.2016 (hors exploitation & terrains)

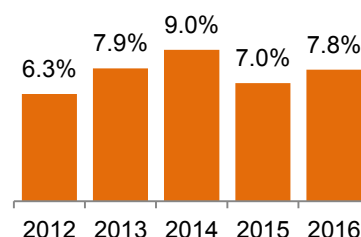


Montant des hypothèques = **192.2 Mios**
Valeur au bilan (hors expl. & terrains) : **845 Mios**

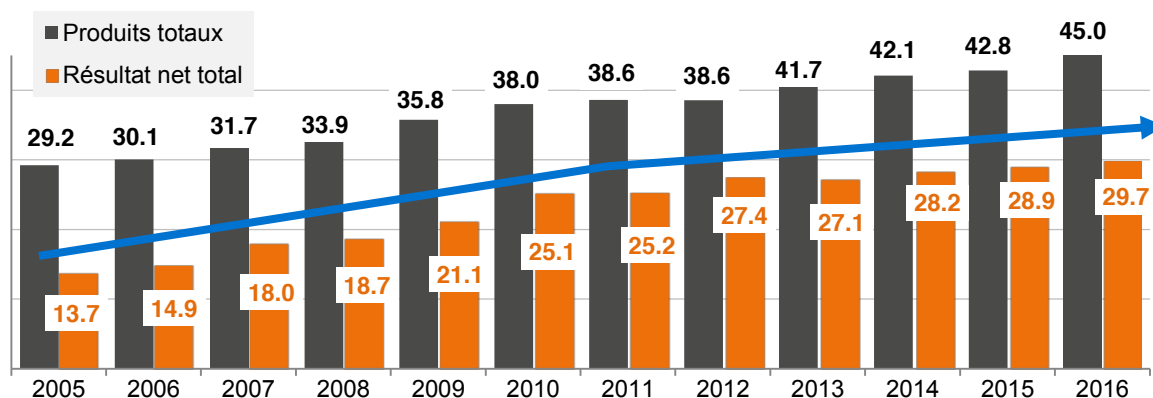
Hors acquisitions, la valeur comptable du parc de rapport augmente de CHF +3.6 mios (estimations DCF).

	2015	2016
Produits	42'837	44'957
Charges (exploitation, comptables et fin.)	13'945	15'211
Résultat net immobilier (yc exploitation et terrains)	28'891	29'745
Taux de charges (hors comptables et financières)	20.3%	19.4%
Nombre de mutations logements	96	110

Taux de mutations



Evolution et résultat courant du parc immobilier

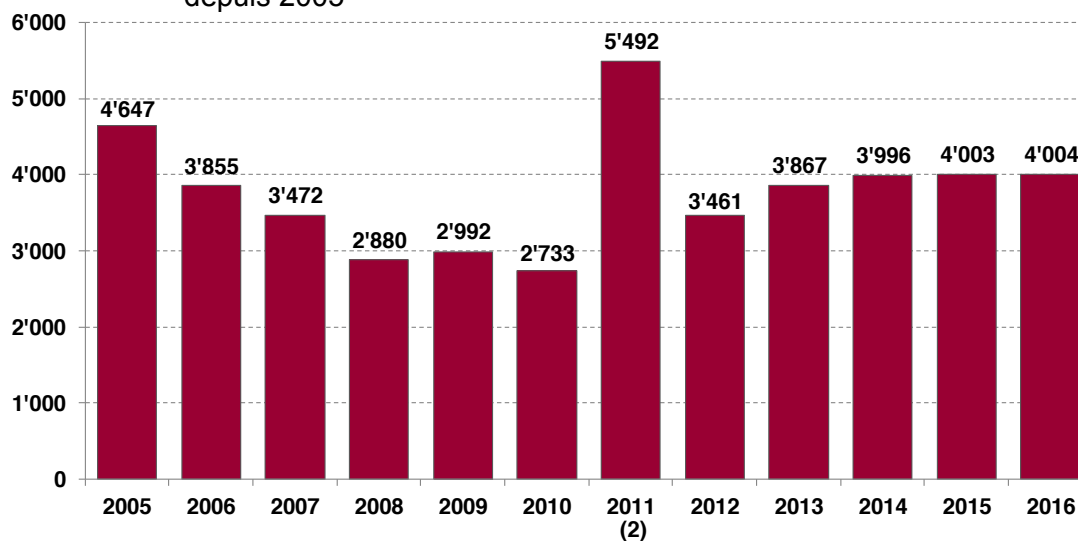


X. ANNEXE : DONNEES CANTONALES RELATIVES AU MARCHÉ DU TRAVAIL

Plusieurs indicateurs de l'économie genevoise sont en baisse en 2016 et restent contrastés pour la période en cours et à venir². Parmi les indicateurs du marché de l'emploi :

- le nombre de 'demandeurs d'emplois non-chômeurs'(2) est en forte augmentation (voir Tableau B : +12% entre 2014 et 2015 ; + 15 % entre 2015 et 2016) alors que, simultanément, le nombre de 'chômeurs inscrits' stagne voire diminue (-0.4% entre 2015 et 2016);
- sur ce point, l'OCE note une augmentation des personnes en 'gain intermédiaire' et en 'programme d'emploi temporaire' ; la multiplication d'emplois, que l'on peut qualifier de 'précaires', accroît le nombre de 'demandeurs d'emplois non-chômeurs', dont le 'droit au chômage' dépend du nombre de mois en emploi pendant les deux ans précédant la demande (période de cotisation à l'assurance-chômage);
- le nombre de travailleurs concernés par un « préavis d'autorisation de réduction d'horaire de travail » augmente spectaculairement au cours de ces trois dernières années et notamment en 2016;
- au troisième trimestre 2016, dans le canton de Genève, l'emploi exprimé en équivalents plein temps (EPT) recule en un an (- 1,3 %). Il avait déjà diminué de 0,3 % au deuxième trimestre et de 0,4 % au premier.
- Globalement, l'indice de l'emploi¹ est, en 2016, en comparaisons annuelles, en évolution négative sur les trois premiers semestres (c'est également le cas au niveau suisse).

Graphique A - Chômeurs inscrits arrivés en fin de droits (1), dans le canton de Genève, depuis 2005



Source : Secrétariat d'Etat à l'économie / Office cantonal de l'emploi - Statistique du marché du travail / Mise à jour : janv. 2017

(1) Une personne en fin de droit est une personne qui a épuisé la totalité des journées indemnisables par l'assurance-chômage auxquelles elle avait droit.

(2) L'entrée en vigueur de la quatrième révision de la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (LACI) affecte le nombre de chômeurs inscrits et arrivés en fin de droit en 2011.

² OCSTAT, WWW.GE.CH/STATISTIQUE

Tableau B - Effectifs des demandeurs d'emploi et des chômeurs inscrits ; taux de chômage, 2012 - 2016

	Chômeurs inscrits (1)	Variation annuelle	Demandeurs d'emploi non-chômeurs (2)	Variation annuelle	Total des demandeurs d'emploi (3)	Variation annuelle	Personnes arrivées en fin de droits (4)	Variation annuelle	Taux de chômage (5)	
									Genève	Suisse
2012 *	11'653	-11.4%	2'929	-40.6%	14'582	-19.4%	3'461	-37.0%	5.0	2.9
2013	12'804	9.9%	2'809	-4.1%	15'612	7.1%	3'867	11.7%	5.5	3.2
2014	12'817	0.1%	2'803	-0.2%	15'621	0.1%	3'996	3.3%	5.5	3.0
2015	13'019	1.6%	3'151	12.4%	16'170	3.5%	4'003	0.2%	5.6	3.2
2016	12'965	-0.4%	3'628	15.1%	16'593	2.6%	4'004	0.0%	5.5 ↓	3.3 ↑

* en 2011, l'entrée en vigueur de la quatrième révision de la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (LACI) affecte les variations 2011-2012

(1) Personnes annoncées auprès de l'OCE, qui n'ont pas d'emploi, et immédiatement disponibles en vue d'un placement.

(2) Demandeurs d'emploi inscrits auprès de l'OCE mais qui, à la différence des 'chômeurs', ne sont pas «immédiatement disponibles» (en «emploi d'attente», par exemple).

En plus de la statistique suisse du chômage du SECO, l'OFS publie la statistique du chômage au sens du BIT, qui inclut toutes les personnes en recherche d'emploi 'active' (disponibles à court terme) et qui permet des comparaisons de taux de chômage par régions Suisses ou à l'international (pays voisins). Au 3ème trimestre 2016, le taux de chômage suisse au sens du BIT était de 4.8 (dernière donnée disponible).

Pour plus d'information, se référer aux tableaux T 03.03.3.01, sur le site de l'OCSTAT et T 03.03.01.14 sur le site de l'OFS.

(3) Somme des situations (1) et (2).

(4) Est «en fin de droit», une personne qui a épuisé la totalité des journées indemnisables par l'assurance-chômage auxquelles elle avait droit.

(5) Nombre de chômeurs inscrits divisé par la population active, selon le recensement fédéral de la population.

Source : Secrétariat d'Etat à l'économie / Office cantonal de l'emploi - Statistique du marché du travail

Date de mise à jour : 10.01.2017